



Aide humanitaire  
et Protection civile



## **Rapport d'évaluation finale Projet PARELAC**

**Avril 2018**

## Liste des acronymes

AcF : Action contre la Faim

AGR : Activité Génératrice de Revenu

AME : Articles Ménagers Essentiels

ANADER : Agence Nationale d'appui au Développement Rural

CGPE : Comité de Gestion des Points d'Eau

CHA : Comité Hygiène et Assainissement

DGV : Distribution Général des Vivres

EHA : Eau, Hygiène et Assainissement

HEA : Household Economic Analysis (Analyse Economique des ménages)

Ménage TP ou P : Ménage très Pauvre ou Pauvre (selon la classification HEA)

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PDI : Personnes Déplacés Internes

PDM: Post Distribution Monitoring

RRM: Rapid Response Mechanism

SAME : Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence

1 coro = 2,5kg environ

1 sac = 40 coros soit 100kg environ

## Table des matières

Résumé exécutif.....	4
I. Introduction.....	7
II. Méthodologie.....	7
III. Contexte.....	9
IV. Résultats des analyses .....	9
A. Pertinence.....	9
Méthodologie de ciblage pour les sites et les ménages bénéficiaires.....	10
Appropriation du ciblage par la communauté.....	11
Adéquation entre les besoins prioritaires et les secteurs d'intervention retenus .....	11
Adéquation entre les besoins prioritaires et les activités SAME proposées .....	12
Adéquation entre les besoins prioritaires et les activités EHA proposées .....	16
B. Efficacité.....	19
Evolution des indicateurs du cadre logique .....	19
Réalisation des activités prévues .....	25
Chronogramme de mise en œuvre effective des activités .....	26
C. Efficience.....	29
Gains d'efficience attribuables à l'approche en consortium .....	29
Opportunités d'efficience manquées sur le consortium .....	30
Activités peu efficaces .....	30
D. Impact .....	31
Volet Sécurité Alimentaire et Moyens d'existence.....	31
Volet Eau, Hygiène et Assainissement .....	34
Autres impacts.....	36

## Résumé exécutif

Cette évaluation finale porte sur le projet d'assistance humanitaire et de renforcement de la résilience des populations déplacés et hôtes affectées par la crise de la région du lac Tchad (PARELAC) mise en œuvre en consortium par CARE et Action contre la Faim sous le financement de la DG ECHO du 1 Mars 2016 au 28 février 2018. Le principal objectif de cette évaluation interne est d'apprécier la qualité du projet à la lumière des critères DAC de l'OCDE de Pertinence, Efficacité, Efficience et Impact et tout en formulant des recommandations et des leçons apprises pour CARE et Action Contre la Faim.

**La pertinence du projet PARELAC est confirmée par l'évaluation finale.** La sécurité alimentaire et l'accès à l'eau apparaissent comme les deux secteurs prioritaires pour les PDI depuis leur installation sur les sites et pour les populations hôtes.

La pertinence du ciblage s'est améliorée entre l'année 1 et 2 avec une meilleure coordination entre CARE et Action contre la Faim pour le choix des sites et critères de ciblage. L'implication des communautés est prise en compte tout au long du processus de ciblage. Malgré tout l'appropriation par les bénéficiaires du processus est encore limitée mais s'est améliorée progressivement avec l'amélioration relative de la redevabilité sur le projet.

Sur le volet SAME, les activités les plus pertinentes ont été le cash inconditionnel, les groupements féminins, les foires aux petits ruminants et la prévention de la malnutrition. Les activités des groupements maraichers et de compléments alimentaires bétails étaient respectivement moyennement et non pertinente sur ce projet.

Sur le volet EHA, les activités les plus pertinentes ont été la distribution de kit AME, la réalisation et réhabilitation de forages, des aires de lavages et fosses à ordures, la formation des artisans réparateurs CHA et CGPE et la promotion des bonnes pratiques EHA. Les activités de construction de latrines étaient moyennement pertinentes sur ce projet. Les activités ATPC, aménagements de puit et construction de douches étaient non pertinentes sur le projet.

**L'efficacité du projet PARELAC est avérée dans l'évaluation finale.** La majorité des objectifs et résultats ont été atteints et dans les délais impartis. Les indicateurs dont la cible n'a pas été atteinte révèlent des défis rencontrés sur les outils et processus de suivi mais ne remettent pas en question la réalisation des activités prévues.

**L'efficience du projet PARELAC s'est considérablement améliorée** entre l'année 1 et l'année 2 du projet. La coordination resserrée entre CARE et Action contre la Faim a permis des gains d'efficience attribuables à l'approche en consortium. Certains coûts support de la base de Bagasola ont pu être partagés et rationalisés (générateurs et carburants) ainsi que certains coûts activités (ciblage, sensibilisation, évaluation). Les révisions budgétaires ont permis de réaffecter des reliquats support globaux ACF et CARE vers les activités. Certaines opportunités d'efficience ont été manquées en raison des différences d'activités et de saisonnalité entre les deux volets EHA et SAME et des différences de procédures et de protocoles entre les deux organisations. Certaines activités semblent peu efficaces au regard de leurs impact notamment les groupements maraichers et l'installation de latrines communautaires.

**Les principales recommandations et leçons apprises de l'évaluation** sont présentées ci-dessous :

### Sur l'élaboration de projet, le ciblage et la redevabilité :

- ✓ Compléter les informations des clusters par une analyse des besoins sur le terrain ;
- ✓ Intégrer les populations hôtes dans les projets pour éviter les tensions ;
- ✓ Sélectionner des sites proches pour limiter le saupoudrage et les difficultés de suivi ;
- ✓ Valider les activités du projet avec les communautés au moment du lancement ;

- ✓ Encourager les équipes terrain sur leurs capacités d'adapter les activités du projet pour répondre aux feedbacks des communautés et au contexte ;
- ✓ Améliorer les mécanismes de redevabilité en particulier pour faire remonter des feedbacks ou des plaintes des communautés
- ✓ Faire un recensement exhaustif sur les sites au moment du ciblage ;
- ✓ Fixer des critères de ciblage commun et non excluant entre les différents volets du consortium ;
- ✓ Valider les critères de ciblage avec les communautés et y intégrer les préférences des personnes pour participer dans les activités. Les équipes doivent également s'approprier le processus et les critères pour mieux pouvoir les expliquer ;
- ✓ Valider les listes de bénéficiaires avec les communautés en réexpliquant les critères fixés ;
- ✓ Systématiser la planification hebdomadaire conjointe entre les activités des deux volets du projet pour améliorer l'efficacité et la mutualisation des coûts ;
- ✓ Sensibiliser les équipes pour limiter la pollution des sites lors des descentes terrain

#### Sur le volet sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME) :

- ✓ Organiser les distributions de cash sur les sites où vivent les bénéficiaires si la sécurité le permet ; le jour du marché pour les sites où il y a un marché et deux jours avant le jour du marché le plus proche pour les sites où il n'y a pas de marché ;
- ✓ Envisager la possibilité de faire les transferts en Naira pour éviter les pertes de change
- ✓ Redynamiser le Cash Working Group de Bagasola et conduire une analyse du Minimum Basket Expenditure et les gaps à couvrir par les acteurs humanitaires via les transferts monétaires ;
- ✓ Organiser un suivi des prix systématiquement après les transferts monétaires en interne ;
- ✓ Continuer à utiliser SCOPE pour rentabiliser l'investissement en préparant suffisamment à l'avance la technologie pour éviter les retards
- ✓ Améliorer le suivi des groupements VSLA, préférer les cotisations hebdomadaires et inciter les prêts individuels pour développer les AG diversifiées ;
- ✓ Systématiser l'analyse des sols avant l'implantation de groupements maraichers dans la région ;
- ✓ Revoir l'approche et le fonctionnement des groupements maraichers en impliquant les communautés pour garantir leur durabilité ;
- ✓ Envisager un appui aux groupements maraichers durables pour exhaure l'eau (photovoltaïque)
- ✓ Inclure les groupements maraichers dans des projets de minimum 24 mois ou de 12 mois s'ils finissent au moins 3 mois après la période de récolte maraichère
- ✓ Appuyer les PDI pour la culture du mil pénicilaire, la culture du maïs et l'élevage pour les aider à devenir autosuffisant et à ne plus dépendre des distributions alimentaires ;
- ✓ Distribuer les vivres en maïs ou en mil pour permettre aux PDI de garder une partie en semence ;

#### Sur le volet eau, hygiène et assainissement (EHA) :

- ✓ Continuer le plaidoyer visant à adapter les normes nationales sur la conductivité après une étude sur les risques sanitaires réels encourus par les consommateurs des eaux de conductivité supérieure à la norme actuelle ;
- ✓ Renforcer le suivi de la qualité de l'eau dans la zone d'intervention du projet en assurant un approvisionnement continu en réactifs ;
- ✓ Construire des aires de lavage plus hautes pour éviter l'ensablement ;
- ✓ Sensibiliser pour la gestion des latrines pleines et la reconstruction de nouvelles fosses ;
- ✓ Préférer la distribution de deux petits bidons de 10-15L aux bidons de 20-25L pour faciliter le transport par les enfants et les femmes et éviter la dégradation rapide des bidons ;
- ✓ Considérer l'implantation de latrines familiales partagées sur une base volontaire en demandant une participation des familles (en travail) construite avec le maximum de matériaux locaux ;

- ✓ Adapter les dispositifs de lavage de mains au contexte (bassine et bouilloire plastique au niveau des ménages) ;
- ✓ Adapter la taille ou le nombre de CGPE à la taille des sites pour améliorer le taux de cotisation ;
- ✓ Utiliser d'une partie des cotisations au CGPE pour le remplacement des outils des CHA

Sur le suivi et évaluation (M&E) :

- ✓ Systématiser la prise en compte des indicateurs du cadre logique dans les outils du plan M&E ;
- ✓ Suivre dans les PDM l'évolution des postes de dépenses globales du ménage plutôt que l'utilisation du montant cash distribué ;
- ✓ Faire un suivi des taux d'endettement des ménages
- ✓ Intégrer dans les PDM une question sur les préférences du bénéficiaire (cash ou nature) en précisant les raisons ;
- ✓ Intégrer dans le questionnaire CAP une question sur l'achat de savons pour apprécier l'impact des sensibilisations ;
- ✓ Intégrer dans le questionnaire CAP la question sur la satisfaction concernant les services EAH ;
- ✓ Revoir avec ECHO le KRI « # des personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base » difficile à collecter en pratique dans les enquêtes de terrain

## I. Introduction

Cette évaluation a été menée dans le cadre de la clôture du projet PARELAC financé par la DG ECHO au Tchad dans la région du Lac et mise en œuvre par CARE et Action Contre la Faim en consortium. L'évaluation finale s'est déroulée du 20 Mars 2018 au 24 Avril 2018. L'équipe était composée des deux responsables Suivi-Evaluation de Bagasola (CARE et ACF), des deux assistants Suivi-Evaluation de Bagasola (CARE et ACF), de la responsable Suivi Evaluation par intérim de Ndjamen (CARE) et de 10 enquêteurs (dont 1 traducteur).

Le principal objectif de cette évaluation interne est d'apprécier la qualité du projet à la lumière des critères DAC de l'OCDE de Pertinence, Efficacité, Efficience et Impact et tout en formulant des recommandations et des leçons apprises pour CARE et Action Contre la Faim. L'évaluation sera diffusée au sein des deux organisations ainsi qu'auprès du bailleur DG ECHO. Elle pourra également être partagée plus largement si CARE, Action Contre la Faim et la DG ECHO le souhaitent.

L'évaluation s'est intéressée à 4 principales questions d'évaluation composées de sous questions évaluatives, à savoir :

- A. Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils en adéquation avec les besoins réels des populations (Pertinence) ?
  1. La méthodologie utilisée pour la sélection des sites et des bénéficiaires est-elle adaptée ?
  2. Les activités proposées correspondent-elles aux besoins prioritaires des bénéficiaires ?
  3. La logique d'intervention choisie par CARE en cash transfert est-elle adaptée au contexte du Lac ? Y'a-t-il des alternatives possibles ?
  4. Les ouvrages d'eau et d'assainissement construits par Action contre la Faim dans le cadre du projet sont-ils adaptés aux besoins des populations ?
- B. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints (Efficacité) ?
  - Quelles sont les évolutions des indicateurs du cadre logique ?
  - Le projet a-t-il conduit les activités prévues et dans les temps prévus ? A-t-il atteint les résultats attendus ?
  - Quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?
- C. La réponse en consortium entre CARE et Action contre la Faim a-t-elle permis plus d'efficience notamment sur les aspects financiers, de sécurité, de coordination avec les autres acteurs locaux et nationaux (Efficience) ?
- D. Quels sont les effets prévus et non prévus, directs et indirects, positifs et négatifs, du projet sur les conditions de vie des populations dans la région du Lac (Impact) ?
  - Quel est l'impact du projet sur les marchés ?
  - Dans quelle mesure les changements positifs résultant du projet et les infrastructures et comités de gestion mis en place perdurent-ils après la fin de l'action ?
  - Quel est l'impact du projet pour deux questions transversales du genre et de la lutte contre le changement climatique ?

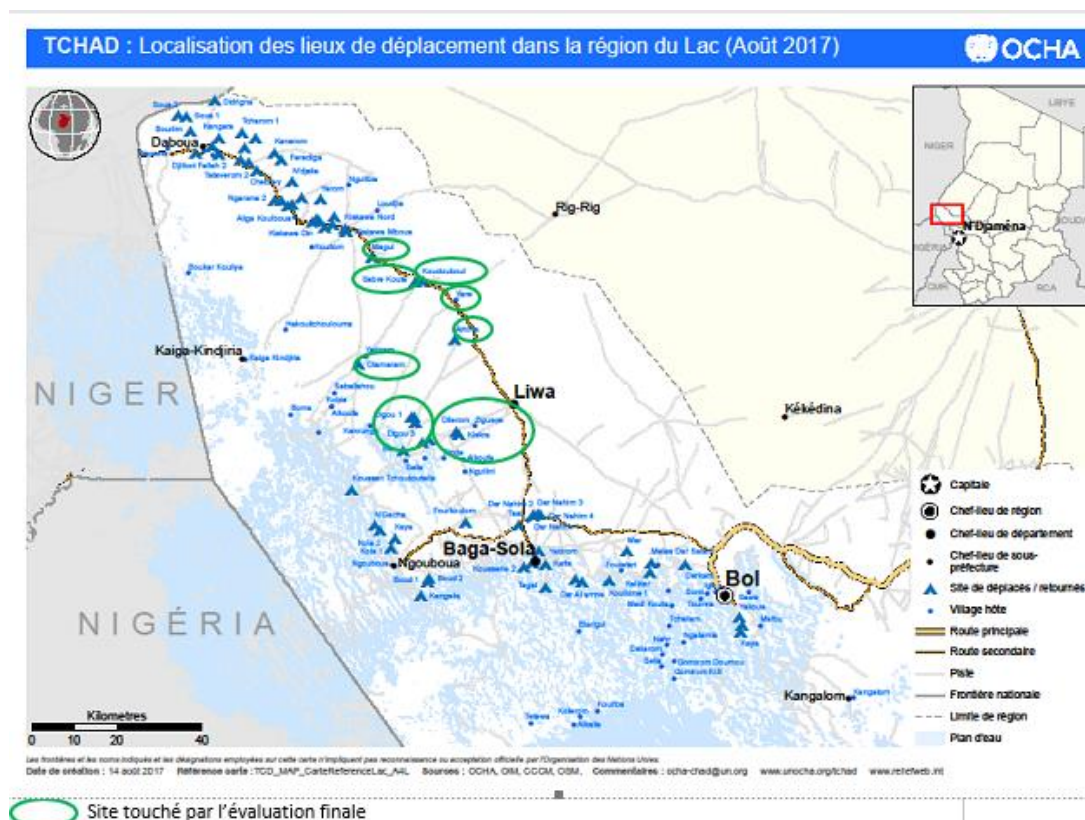
## II. Méthodologie

Cette évaluation finale est basée sur une méthodologie mixte combinant une approche qualitative et quantitative. L'équipe d'évaluation a ainsi conduit :

- Une matrice d'évaluation qui donne un aperçu de la conception globale de l'évaluation finale ;



- Une revue des données secondaires du projet, des autres projets de la zone, des données épidémiologiques, etc.
- 6 groupes de discussion sur les sites avec les membres de la communauté (séparant hommes et femmes) incluant les bénéficiaires et les non bénéficiaires (de 12 personnes en moyenne) ;
- 5 entretiens semi-structurés avec les autorités locales et administratives et avec du personnel de CARE et d'Action contre la Faim impliqués sur le projet ;
- 2 entretiens semis-structurés avec des membres de groupements maraichers (5 personnes)
- 7 entretiens semis structurés avec des femmes membres de groupements féminins ;
- 4 groupes de discussion avec les structures communautaires pour la gestion des points d'eau et de l'hygiène ;
- Une enquête menée auprès de 397 ménages par sélection aléatoire itérative sur tablettes numériques avec à un questionnaire structuré, répartis sur les sites suivants selon le poids de chaque site.



Comme toute autre, cette enquête a connu des limites et contraintes dans la réalisation, il s'agit entre autres :

- de la faible disponibilité des populations compte tenu du calendrier agricole qui signale, la période de contre saison (récolte des produits maraichages), les préparatifs des champs pour les prochaines cultures pluviales et des pâturages vers les berges du Lac (hors village, aux alentours des îles) ;
- de la période de migration des populations vers les bas-fonds pour la recherche des travaux journaliers ;
- la création de l'Agence Nationale pour le Développement Rural (ANADER), affectant ainsi l'organigramme des agents techniques du SODELAC, l'agriculture et l'Elevage et leur disponibilité pour participer aux processus d'évaluation ;
- l'implication limitée des populations affectées dans l'élaboration des TdR de l'évaluation ;
- le calendrier de l'évaluation finale coïncide avec la période de pré-soudure.



### III. Contexte

Depuis 2015, le conflit autour du Bassin du Lac Tchad entre les forces armées et groupes armés non étatiques, s'est étendue sur le territoire tchadien créant des déplacements massifs de populations réfugiées, retournées et déplacées internes. Les déplacements internes ont été accentués en juillet 2015 par la décision des autorités de délocaliser les populations d'une soixantaine d'îles vers la terre ferme. Ces déplacements de populations et le contexte sécuritaire exercent une pression démographique sur la région ainsi que sur ses dynamiques socio-économiques. Différentes évaluations menées à la fois par les ONG et les Organisations des Nations Unies ont fait ressortir des gaps importants dans divers secteurs comme l'Eau, Hygiène et Assainissement, la Sécurité Alimentaire, la Protection, la Santé, etc. A titre illustratif, le mauvais rendement de la campagne agricole 2015/2016 aggravent la vulnérabilité des ménages très pauvres et pauvres affectés par la crise dans la région du Lac. La production céréalière de la campagne 2015/2016 est en baisse de 12% par rapport à la production comparée à la moyenne de 5 dernières années<sup>1</sup>.

En 2018, la situation reste complexe dans la région du Lac. On note une augmentation du nombre de personnes en situation de déplacement (personne déplacée interne -PDI-, réfugiés, retournés) dans la partie tchadienne de la région du Lac : ils étaient quelques 120 000 individus en octobre 2016, ils sont 157 734 un an plus tard selon l'OIM<sup>2</sup>. La Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) et l'Eau, hygiène et Assainissement (EHA) restent des secteurs de besoins prioritaires pour les populations déplacées et hôtes.

C'est pour contribuer à la réponse à cette crise dans la région du Lac que CARE International au Tchad et Action contre la Faim ont mis en œuvre le projet d'assistance humanitaire et de renforcement de la résilience des populations déplacés et hôtes affectées par la crise de la région du lac Tchad (PARELAC) en consortium sous le financement d'ECHO. L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de vulnérabilité aigüe et à la couverture des besoins en services sociaux de base suite à la crise du Bassin du lac Tchad. De façon spécifique, il s'agissait d'améliorer l'accès aux services et assurer les besoins de base des populations vulnérables et affectées par la crise du bassin du lac Tchad conformément aux standards SPHERE.

A travers ce projet, CARE et Action contre la Faim visaient deux résultats :

- ➔ Les conditions d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations déplacées et hôtes affectées par la crise dans la région du Lac sont améliorées (Action contre la Faim)
- ➔ Au moins 6 525 ménages vulnérables touchés par la crise dans la région du Lac sont soutenus dans leurs stratégies de survie à court et moyen terme (CARE)

Le projet a ciblé 19 747 personnes en 2017 et 22 296 personnes en 2016 pour un total de 42 023 bénéficiaires directs dans les cantons de Liwa, Kiskra et Magui (Département de Fouli, Région Lac Tchad). Le budget du projet était de 2 000 000 Euros en 2016 et 1 500 000 Euros en 2017 soit un total de 3 500 000 Euros financé intégralement par la DG ECHO. Le projet a duré 24 mois allant du 1 Mars 2016 au 28 février 2018.

### IV. Résultats des analyses

#### A. Pertinence

L'évaluation finale s'est d'abord penchée sur l'analyse de la pertinence du projet PARELAC en répondant à la question principale suivante : « Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils en

<sup>1</sup> Les résultats du Cadre Harmonisé de Novembre 2015

<sup>2</sup> Organisation internationale pour les migrations (IOM), Chiffres validés du Displacement Tracking Matrix (DTM), Décembre 2017.

adéquation avec les besoins réels des populations ? ». De façon plus spécifique, l'évaluation s'est intéressée à la méthodologie de ciblage, la logique d'intervention choisie pour renforcer le volet SAME des ménages et l'adaptation des ouvrages construits sur le volet EHA.

### Méthodologie de ciblage pour les sites et les ménages bénéficiaires

Au moment du lancement du projet en 2016, la sélection des sites s'est orientée vers les zones où peu d'acteurs humanitaires intervenaient et où les gaps étaient les plus importants à savoir le département de Fouli. Pour le volet SAME, en Mai 2016, le bureau de Bagasola n'était pas encore installé et CARE n'avait pas une connaissance approfondie du terrain. Le choix des sites a été fixé par le bureau de coordination à Ndjamena en fonction des informations disponibles au niveau des clusters. Le responsable du ciblage a également été orienté par les autorités locales. Ceci a permis à CARE de faire rapidement son ciblage pour lancer les distributions pendant la période de soudure. Cependant, les sites étaient nombreux et parfois très éparpillés rendant compliquée la mise en œuvre des activités. Pour le volet WASH, l'analyse des parties prenantes et des gaps a été faite en recoupant l'analyse du terrain avec les informations disponibles dans les clusters de coordination car les informations n'y sont pas toujours à jour. Cette approche est plus longue à mettre en place mais semble la plus pertinente pour répondre aux besoins effectifs de la population.

Sur la Phase 1 en 2016, les critères de ciblage et donc les sites retenus par CARE et ACF étaient différents sauf pour Amma. La sélection a été faite indépendamment par CARE et ACF en utilisant des critères différents (critères HEA pour CARE, densité de population déplacée pour ACF). La complémentarité des activités du consortium en a été fortement impactée pour la phase 1. En 2017, en revanche, CARE et ACF ont mené un processus de ciblage commun avec des critères de sélection harmonisés. Il en ressort 13 sites d'intervention en commun, 1 site uniquement pour le volet EHA et 7 sites uniquement pour le volet SAME. CARE et ACF ont ciblé à la fois des sites de PDI et des villages accueillant des PDI. Cette approche semble pertinente pour limiter les risques de tensions et de clivage communautaire.

De même, en 2016, la sélection des ménages bénéficiaires s'est faite séparément pour CARE et ACF. En 2017, le ciblage conjoint a permis d'avoir une seule base de données entre les deux organisations pour choisir les bénéficiaires des différentes activités (distribution de AME, de cash, de petits ruminants, ...). Le choix portait sur les ménages les plus vulnérables selon les critères HEA et certains critères additionnels ce qui semble tout à fait pertinents pour le volet SAME, un peu moins pour le volet EHA.

Par ailleurs, pour assurer une plus grande couverture, les ménages ciblés ne pouvaient bénéficier que d'un type d'activité (soit le cash, soit les kits AME, soit les petits ruminants) alors qu'un ménage peut être vulnérable à la fois sur le volet EHA et le volet SAME et devrait donc recevoir à la fois un kit AME et du cash par exemple. Cette approche se justifie par le souci d'éviter les frustrations de certains ménages d'un même site mais reste questionnable quant à l'adéquation du ciblage et des besoins.

La région du Lac a connu au cours des deux années du projets, de nouveaux mouvements de population enregistrés. Mais le processus de ciblage du projet PARELAC ne permettait pas d'adapter en cours de projet la liste de bénéficiaires pour intégrer les nouveaux arrivants. CARE et ACF disposent d'outils extérieurs au projet pour répondre aux besoins ; comme le RRM de ACF. Par exemple, à Kirtchima 500 kits AME ont été distribués par les ONG ACF et CARE suite à un nouvel afflux de population début 2018. La flexibilité d'action du RRM n'a pas été utilisé dans les sites du projet PARELAC.

### Appropriation du ciblage par la communauté

Dans le rapport PDM 3 en Octobre 2017, 96,73% des ménages enquêtés ont affirmé connaître les critères de ciblage. Le rapport précise que cette proportion n'est pas partagée dans tous les cantons bénéficiaires. Lors des groupes de discussion, le processus et les critères de ciblage semblent en effet assez peu connus ou appropriés par certains membres de la communauté.

*« Les équipes viennent enquêter les ménages et ensuite les listes sortent. Certains ont la chance d'être dessus, d'autres non » Focus Groupe Homme, Alkoufa.*

CARE a un processus de ciblage qui fait participer les communautés à toutes les étapes. Des assemblées communautaires présentent les objectifs du projet ainsi que les critères retenus pour le ciblage. Les critères proposés sont validés ou infirmés en plénière et des critères additionnels peuvent être ajoutés par la communauté. Après les enquêtes de ciblage, les listes de ménages retenues sont présentées à nouveau en assemblée communautaire pour validation des listes. En approfondissant lors de l'évaluation, les groupes de discussion reconnaissent que ce sont les « meskine » (les plus vulnérables) qui sont ciblés. Mais la définition retenue par le projet ne semble pas faire l'unanimité car elle n'inclut pas en priorité les vieillards (pour préférer par exemple les femmes chefs de ménages avec des jeunes enfants).

Dans certains cas, certaines personnes vulnérables n'ont pas été ciblées soit parce qu'elles étaient absentes au moment du ciblage soit parce que le processus de ciblage s'est concentré sur les ménages indiqués comme TP ou P par le comité de ciblage. Les membres de la communauté recommandent de faire des recensements exhaustifs sur les sites.

*« Après même s'il n'y a que deux personnes qui sortent sur les listes ce n'est pas grave. On saura que tout le monde a été pris en compte », Focus groupe à Amma.*

Les communautés déplorent tout de même que le nombre de personnes bénéficiaires des différentes activités soit relativement faible. Le nombre de bénéficiaires est limité par le budget disponible pour le projet.

### RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES

- ✓ Compléter les informations des clusters par une analyse des besoins sur le terrain ;
- ✓ Sélectionner des sites proches pour limiter le saupoudrage et les difficultés de suivi ;
- ✓ Fixer des critères de ciblage communs et non excluant entre les activités des différents volets ;
- ✓ Valider les critères de ciblage avec les communautés et y intégrer les préférences des personnes pour leur participation dans les activités. Les équipes doivent également s'approprier le processus et les critères pour mieux pouvoir les expliquer ;
- ✓ Faire un recensement exhaustif sur les sites au moment du ciblage ;
- ✓ Valider les listes de bénéficiaires avec les communautés en réexpliquant les critères fixés ;
- ✓ Intégrer les populations hôtes dans les projets pour éviter les tensions

### Adéquation entre les besoins prioritaires et les secteurs d'intervention retenus

La sécurité alimentaire et l'accès à l'eau sont mentionnés dans tous les groupes de discussions comme les deux secteurs prioritaires pour les PDI depuis leur installation sur les sites et pour les populations hôtes.

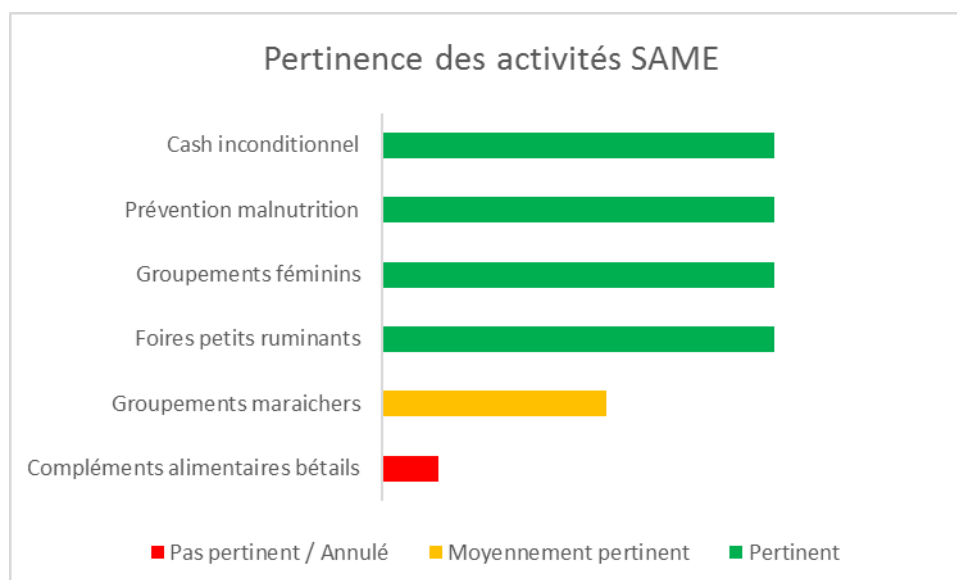
*« Quand nous sommes arrivés ici, on avait faim, on avait soif, on n'avait rien. CARE et ACF ont su répondre à nos besoins » Focus groupe Magui.*

Lorsqu'on interroge les bénéficiaires sur les défis auxquels ils font toujours face aujourd'hui, l'accès à l'eau ne ressort plus comme un besoin prioritaire. Les activités d'accès à l'eau potable du projet semblent avoir répondu de façon adéquate et pertinentes aux attentes des communautés. Au niveau de la région du Lac, le taux d'accès à l'eau potable dans les sites et villages hôtes est à 55%<sup>3</sup>. Pour le volet SAME, l'appui du projet est fortement apprécié par les communautés en complément des DGV du PAM qu'ils qualifient « d'insuffisantes » et qui n'ont pas été distribués depuis 2 à 4 mois selon les sites au moment de l'évaluation. La sécurité alimentaire reste un secteur de besoins prioritaires pour les personnes interrogées dans les sites et les villages hôtes. Selon les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2017/2018, la région du Lac fait face à une diminution de 7,6% de sa production céréalière par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pendant la période de soudure 2018 (juin – septembre), 62% de la population totale de la région du Lac seront en situation d'insécurité alimentaire, dont 32 % en insécurité alimentaire sévère<sup>4</sup>.

D'autres besoins prioritaires n'ont pas été couverts par le projet. Avec l'approche de la saison des pluies, l'abri est une préoccupation majeure pour les personnes interrogées. Sur la plupart des sites visités, les femmes construisent des abris traditionnels circulaires en « kai » (pailles locales) mais ne peuvent pas se procurer les bâches qu'elles utilisent habituellement pour imperméabiliser le toit en raison d'un manque de moyens financiers. A Alkoufa et Zigueye (et dans une moindre mesure à Diamerom), les « kai » en sont pas disponibles en quantité suffisante pour construire les abris traditionnels. Les femmes soulignent aussi leurs besoins pour certains AME (nattes, marmites, bidons, vêtements). Les besoins en santé et en éducation ne semblent pas être couverts pour tous les sites. L'évaluation finale n'a pas poussé l'analyse des besoins sur ces secteurs.

#### Adéquation entre les besoins prioritaires et les activités SAME proposées

Le graphique ci-dessous propose un aperçu rapide de la pertinence des activités SAME du projet. Le graphique se base sur une compilation de l'appréciation des communautés, de l'analyse des équipes du projet et de l'analyse du contexte.



<sup>3</sup> OCHA Sitrep, Février 2018

<sup>4</sup> idem

### a. Les transferts monétaires

La pertinence de l'activité de transfert de cash inconditionnel est évaluée ici sur les critères suivants : l'acceptation par la communauté et les autorités locales et la fonctionnalité et capacité des marchés pour couvrir les besoins.

La zone du projet dispose de 3 grands marchés (Liwa, Kiskra, Kiskaoua) et au moins 3 moyens marchés (Magui, Amma et Koudouboul). Malgré les restrictions officielles sur les échanges commerciaux avec le Nigéria et la faiblesse des infrastructures de transport dans la région du Lac, les denrées alimentaires de base ne manquent pas sur les marchés lorsque les bénéficiaires des transferts monétaires souhaitent faire leurs achats. Déjà l'étude baseline de Mai 2017 constatait que l'approvisionnement au marché local ne constitue pas un problème (89,8%), seulement 10,2% de ménages disent avoir rencontré des difficultés pour s'approvisionner au marché. Pour cette frange de ménages les facteurs bloquant à l'accès au marché sont le manque de moyen financier (72,3%) et l'éloignement du marché ((29,8%). Cependant, les marchés moyens semblent ne pas être approvisionnés régulièrement en légumes (gombo, tomate) contraignant par exemple les femmes de Magui à se rendre à Kiskaoua à 3h de marche pour l'achat de légumes.

De même, le rapport REACH de Novembre 2017 indique que dans 86% des villages enquêtés les informateurs clés (IC) ont rapporté que la population avait des difficultés à se procurer de la nourriture. Les principaux obstacles cités sont financiers, tels que le prix trop élevé de certains types de nourriture (pour 63% des IC), le manque de ressources pour l'achat (pour 57% des IC) et le manque de disponibilité de certains types de produits sur les marchés<sup>5</sup>. Les transferts monétaires sont donc pertinents pour lever l'obstacle financier pour accéder à la nourriture.

L'activité de transfert de cash inconditionnel est la plus appréciée par les communautés. Cette activité est bien reçue par les autorités locales. L'assistance en cash semble pertinente et nécessaire pour soutenir les stratégies de survie à moyen et court terme car elle permet de couvrir en majorité l'alimentation du ménage en complément des DGV du PAM (Plus de détails dans la section Impact).

Il faut cependant noter que dans le PDM 3 d'Octobre 2017, 34,11% des ménages interrogés déclaraient que la distribution de cash n'est pas adaptée et qu'ils préféreraient la distribution directe des vivres (71,43%) ; Cash for Work (14,29%) et AGR (14,29%).

Le montant du transfert monétaire (3 fois 15 000XAF) est jugé trop faible par les bénéficiaires interrogées lors de l'évaluation. Lors du PDM 3 d'Octobre 2017, seul 38,03% des ménages ont déclaré que le montant était suffisant. C'est une critique assez courante des programmes de transferts monétaires. Dans le cas de la région du Lac, elle semble difficile à opposer car il n'y a pas d'harmonisation des montants distribués par les différents acteurs humanitaires rendant difficile la justification du calcul du montant auprès des communautés. Par exemple, en 2017 Oxfam distribuait 14 000 XAF et INTERSOS 43 000 XAF pour des objectifs à priori similaires. Le Cash Working Groupe de Bagasola n'est pas actif.

Les bénéficiaires interrogées préfèrent que les distributions de cash soient organisées directement sur les sites où ils vivent plutôt que sur les sites du marché le plus proche. Le marché peut être à plusieurs heures de marche rendant difficile l'accès pour les personnes âgées, femmes enceintes, femmes avec des enfants en bas âge. De plus, les distributions de cash n'ont pas toujours lieu le jour du marché forçant les bénéficiaires à faire plusieurs trajets dans la semaine. Ceci a été pris en compte à Digou par exemple où en 2016 les distributions avaient lieu à Kiskra situé à 2h de marche pour les hommes, 3h de marche pour les femmes et qui ne bénéficiait pas des distributions cash du projet. Pour réduire la durée de la marche et éviter les tensions avec les populations de Kiskra (non-bénéficiaires), en 2017 la

<sup>5</sup> Evaluation multisectorielle dans la région du Lac Tchad, REACH, Novembre 2017

distribution a eu lieu à côté de l'école sur le site même de Digou. Les hommes comme les femmes peuvent être en charge d'aller ensuite au marché pour ravitailler le ménage. A Alkoufa, le groupe de discussions de femme a révélé que les femmes ont peur de sortir du site pour se rendre au marché sauf si elles sont à plusieurs ou accompagnées d'hommes.

L'impact des activités de transfert monétaire sera analysé dans la section Impact. Une analyse de marché approfondie est en cours de finalisation dans la région du Lac par CARE et IRC.

#### *b. L'appui pour l'élevage de petits ruminants*

Les foires aux petits ruminants en 2017 ont été très appréciées par les bénéficiaires et semblent tout à fait pertinentes pour améliorer la résilience des ménages affectées par la crise et ayant perdu leur cheptel ou leurs accès aux terres agricoles. Les bénéficiaires interrogés ont apprécié de pouvoir choisir eux même leurs bêtes qui sont de la même race que celles qu'ils possédaient auparavant. Les chèvres donnent des petits améliorant le statut socioéconomique du ménage et du même coup le statut nutritionnel des enfants qui peuvent boire le lait. A Amma cependant il semble que de nombreuses bêtes soient décédées en raison de la mauvaise qualité de l'eau consommée au niveau du puit pastoral. De nombreux cas d'avortement ont également été observé dans la zone. Les chèvres restent malgré tout plus résistantes que les moutons qui sont prisés des hommes (notamment au moment de la tabaski).

L'activité de distribution de natron pour compléments alimentaires bétails en 2016 en revanche n'était pas pertinente car le natron est disponible à l'état naturel dans la région. La distribution de tourteaux et la formation des éleveurs pour la conservation des fourrages conduites sur le projet étaient plus pertinentes.

#### *c. Les groupements maraichers*

Si la mise en place de groupements maraichers peut sembler pertinente pour développer des AGR en période de contre saison et pour améliorer la diversité alimentaire des ménages, le manque de terres cultivables pour le maraichage dans la zone limite la pertinence de l'activité. Malgré l'existence de dépressions ou polders dans lesquels le maraichage peut être envisageable, les sols sont souvent trop chargés en natron et l'accès à l'eau trop limitée. L'organisation en groupement et les principes de fonctionnement ne sont bien compris par les participants ce qui limite également la pertinence de l'activité. Plus de détails sur la durabilité et l'impact des groupements maraichers seront traités dans la partie Impact. On peut cependant déjà noter que les 4 sites maraichers visités lors de l'évaluation finale (sur 15) n'étaient pas ou peu actifs.

#### *d. Les groupements féminins*

Les groupements féminins mis en place semblent pertinents et très appréciés par les femmes qui les composent. Les cotisations régulières des membres ont permis à l'ensemble des groupements d'acheter des sacs de maïs (10 en moyenne) pour les stocker au niveau des sites. Ces stocks ont pu être utilisés par les groupements pour pallier le retard ou à l'absence de DGV par exemple à Digou pour le groupement Mourri. Dans d'autres groupements, les stocks ont été revendus générant un bénéfice partagé entre les différents membres. Les fonds disponibles dans la caisse ont également servi pour des urgences (accouchements, maladies ou voyages) après consultation avec l'ensemble des membres. A Amma, le groupement a même octroyé de petits prêts à des personnes extérieures au groupement pour leur permettre de s'acheter de la nourriture.

#### *e. Les sensibilisations sur la malnutrition*



L'enquête SMART 2017 souligne une détérioration de la situation nutritionnelle avec 18,1% de personnes en situation de malnutrition aigüe globale dont 3,4% de malnutrition aigüe sévère<sup>6</sup>. L'étude CAP de Mai 2017 révèle que 58,6% des familles ne connaissent pas les signes et les causes de la malnutrition. Ainsi, les activités de sensibilisation pour la prévention de la malnutrition semblent pertinentes sur le projet, si elles sont couplées d'activités permettant la mise en pratique des connaissances. C'est le cas des distributions cash couplées aux distributions de CSB+ et CSB++ ainsi que les activités permettant l'amélioration de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

*f. L'appui pour l'agriculture pluviale et de contre-saison*

Le projet ne prévoyait pas d'appui pour l'agriculture pluviale ou de contre saison, hormis les 15 groupements maraichers mis en place avec un succès limité. Or sur les sites visités la majorité des PDI ont pu accéder à des terres pour l'agriculture pluviale et ont récolté depuis déjà 2 ans. La dernière année était meilleure que la première. Cette information contredit la revue documentaire. Le rapport REACH de Novembre 2017 indique que « les déplacés vivant dans les sites ont de grandes difficultés d'accès à la terre pour l'agriculture de subsistance. Dans 35% des sites évalués en effet, les IC déplacés déclarent que la population déplacée n'a aucun accès à la terre ; dans 62% des sites, les populations dépendent des distributions alimentaires comme principale source de nourriture <sup>7</sup>».

Les PDI semblent actuellement dépendantes des distributions alimentaires mais le problème majeur selon les groupes de discussion (hommes) est l'accès à des moyens suffisants pour emblaver (semences, outils, main d'œuvre) plutôt que l'accès à la terre. L'autre problème relevé est la présence de chameaux des populations arabes qui risquent d'abîmer les grands champs installés loin des sites. Dans le village de Dibina, le chef de village a également affirmé que les terres sont suffisantes pour que les déplacés installés dans son village et aux alentours puissent pratiquer l'agriculture pluviale sans risque de tensions communautaires. A Alkoufa cependant seul 50% des hommes affirment avoir accès à la terre. Par ailleurs, malgré les risques sécuritaires sur les îles, 30% à 50% des hommes dans les groupes de discussion affirment retourner dans les îles pour pratiquer l'agriculture du maïs avec des bons rendements. Les terres agricoles pour le maïs se situent environ à une journée de marche. Les hommes y partent pour quelques jours au moment clé du cycle agricole.

### **RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES**

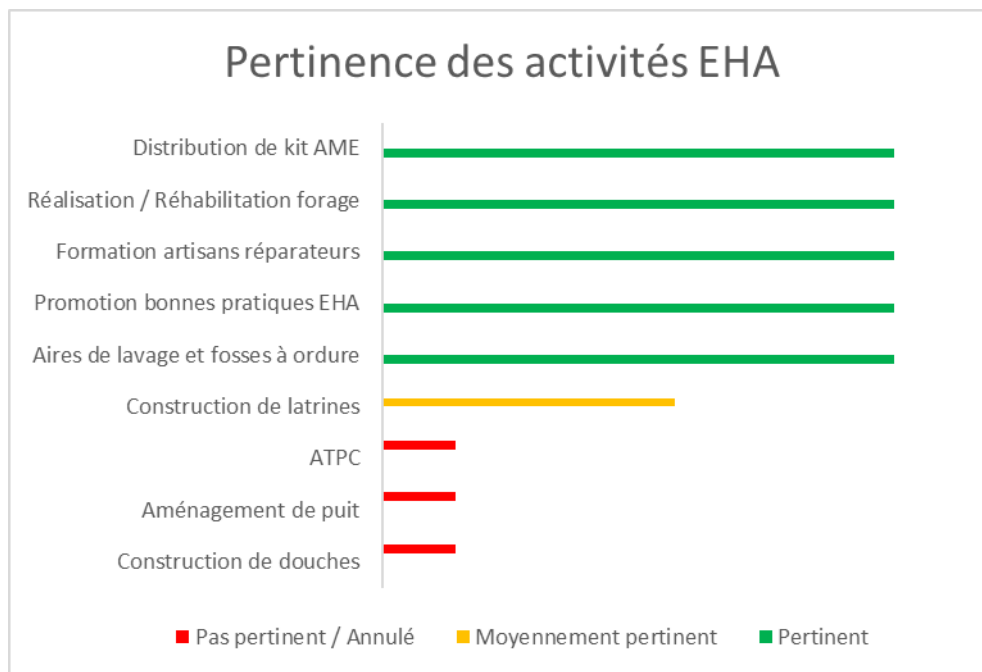
- ✓ Valider les activités du projet avec les communautés au moment du lancement ;
- ✓ Encourager les équipes terrain sur leurs capacités d'adapter les activités du projet pour répondre aux feedbacks des communautés et au contexte ;
- ✓ Organiser les distributions de cash sur les sites où vivent les bénéficiaires si la sécurité le permet ; le jour du marché pour les sites où il y a un marché et deux jours avant le jour du marché le plus proche pour les sites où il n'y a pas de marché ;
- ✓ Redynamiser le Cash Working Groupe de Bagasola et conduire une analyse du Minimum Basket Expenditure ;
- ✓ Systématiser l'analyse des sols avant l'implantation de groupements maraichers ;
- ✓ Revoir l'approche et le fonctionnement des groupements maraichers en impliquant les communautés pour garantir leur durabilité ;
- ✓ Appuyer les PDI pour la culture du mil pénicilaire, la culture du maïs et l'élevage pour les aider à devenir autosuffisant et à ne plus dépendre des distributions alimentaires ;
- ✓ Distribuer les vivres en maïs ou mil pour permettre d'en garder comme semences

<sup>6</sup> Evaluation multisectorielle dans la région du Lac Tchad, REACH, Novembre 2017

<sup>7</sup> idem

### Adéquation entre les besoins prioritaires et les activités EHA proposées

Le graphique ci-dessous propose un aperçu rapide de la pertinence des activités EHA du projet. Le graphique se base sur une compilation de l'appréciation des communautés, de l'analyse des équipes du projet et de l'analyse du contexte.



#### *a. Les réalisations et réhabilitations de forages*

La pertinence de cette activité est évidente quand on analyse les besoins non couverts au début du projet en termes d'accès à l'eau potable. Pour rappel, en mai 2016 le taux d'accès à l'eau à Amma était de 42% à Amma, à Dilerom de 26% et à Magui de 36% en saison sèche et de 24% en saison de pluies<sup>8</sup>.

Pour les réalisations de nouveaux forages, le type d'équipement d'exhaure d'eau choisi, à savoir des pompes India Mark II, semble adapté pour une utilisation facile par les femmes et les enfants qui sont responsables d'aller chercher l'eau pour le ménage. Au-delà de la réalisation de nouveaux forages, les réhabilitations étaient très pertinentes pour de nombreux sites où certains acteurs sont intervenus au début de l'urgence mais sans suivi et dont les ouvrages étaient non fonctionnels.

Le défi majeur pour cette activité reste la forte salinité de l'eau qui affiche des niveaux de conductivité supérieures aux normes nationales tchadiennes (2500  $\mu\text{S}/\text{cm}$ ). 79% des ouvrages de la Cuvette Nord de la région du Lac, abritant de nombreux PDI, sont caractérisés par des conductivités supérieures à la norme, contre 16% dans la partie sud<sup>9</sup>. A titre indicatif, depuis leur présence dans la région (juin 2016), 20% des forages construits par Action contre la Faim (9/47) et Oxfam (6/28) ont été fermés pour raison de conductivités dépassant les 2500  $\mu\text{S}/\text{cm}$  sur la base des résultats des analyses du Laboratoire National du Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique. Or, contrairement à la pollution microbienne, il n'existe que peu de produits chimiques contenus dans l'eau pour lesquels on ait mis en évidence des risques pour la santé humaine aux concentrations couramment observées<sup>10</sup>. Le principal problème

<sup>8</sup> Compte rendu rapide évaluation sites IDP's lac Tchad mai 2016, Action Contre la Faim

<sup>9</sup> Région du Lac : Améliorer l'accès à une eau de qualité. Recommandations de la table ronde sur la qualité de l'eau du Lac, Bagasola 2017. Action Contre la Faim

<sup>10</sup> Directive de qualité de l'eau de boisson de l'OMS (2017)

soulevé par de fortes concentrations de la plupart des composants chimiques est l'acceptabilité (coloration de l'eau ou gout salé) plutôt qu'un potentiel risque pour la santé.

La fermeture des forages contraint parfois les populations à se tourner vers d'autres sources d'eau (de surface) pour répondre à leurs besoins quotidiens qui les exposent à des risques sanitaires aux conséquences plus directes (diarrhées, fièvre typhoïde, choléra, ...). Par manque de solutions, dans de nombreux cas, les communautés avaient préféré utiliser la source d'eau fermée dû à une conductivité élevée plutôt que de se tourner vers la consommation d'eau de surface ou des puits traditionnels. Pour trouver de solution à la forte conductivité qui caractérise l'eau de la région du lac en général, Action contre la Faim a organisé à Bagasola, en novembre 2017, une table ronde pour discuter de cette problématique. A l'issue de cette rencontre qui a regroupé le Ministère de l'eau et l'assainissement, le CDIG, les autorités et les partenaires techniques, plusieurs recommandations ont été faites (voir rapport de table ronde). Le document issu de cette table ronde a été diffusé à tous les niveaux et a poussé à la création d'un groupe de travail thématique au sein du Cluster WASH national afin de travailler sur un plaidoyer au niveau des ministères en charge de l'eau et de la santé pour la revue de ces normes.

La formation d'artisans réparateurs et la mise en place des comités de gestion de points d'eau sont deux activités tout à fait pertinentes pour assurer la durabilité des ouvrages installés par le projet. La durabilité et l'impact des CGPE seront analysés dans la section Impact. Enfin, il faut rappeler l'approvisionnement en pièces de rechange des forages constitue un réel problème auquel il faut trouver de solutions. Avec l'appui du Sous cluster EHA, Action contre la Faim a organisé une journée de réflexion sur l'approvisionnement des pièces détachées des forages.

*b. La construction d'ouvrages d'assainissement et d'hygiène d'urgence (latrines, douches, aires de lavage, fosses à ordure)*

La pertinence des constructions réalisées varie en fonction du type d'ouvrage. La plupart des PDI n'avaient pas l'habitude d'utiliser des latrines avant leurs déplacements et la défécation à l'air libre est la pratique courante. Au début du projet, l'utilisation des latrines construites étaient timide ; mais avec le renforcement de sensibilisations, il a été constaté un niveau acceptable de l'utilisation de ces latrines. Certaines fosses de latrines sont en effet remplies à la fin du projet. Les groupes de discussion dans l'ensemble affirment utiliser les latrines. Seuls les enfants avouent à demi-mots aller toujours en brousse. Cependant, la construction des latrines doubles avec un côté homme et un côté femme ne semblaient pas adaptée au contexte socio-culturel. Une femme ne peut pas utiliser les toilettes en même temps qu'un homme, séparée de lui seulement par une bâche ; mais cela a été revu en cours de projet. Néanmoins, l'utilisation des latrines constitue toujours un défi chez certaines catégories de personnes (personnes âgées) à cause des pesanteurs socio-culturelles. Les douches construites durant la 1<sup>ère</sup> phase n'étaient pas ou peu utilisées. Les personnes interrogées préfèrent se laver au sein de leurs ménages et ont installé dans leur concession des coins douches. La construction de douche a été abandonnée à la deuxième phase du projet.

Il faut noter qu'à la première phase du projet, les ouvrages d'assainissement étaient construits sous forme de bloc de 2 douches et 2 latrines. Conscients du souci d'optimiser leur utilisation surtout par les femmes, les bénéficiaires ont recommandé à Action contre la Faim la construction des latrines "isolées" pouvant respecter une certaine affinité parentale. Sur les sites de Magui et de Koudouboul, il a été constaté qu'une vingtaine de latrines a été démontée à de fins commerciales ; mais avec l'implication des bénéficiaires et des autorités de la place, ce phénomène a été vite arrêté. Face aux difficultés de gestion des ouvrages communautaires, en termes d'entretien et de protection, les bénéficiaires ont émis le vœu d'avoir des latrines familiales afin qu'ils soient mieux responsabilisés.

Les aires de lavage semblent être appréciées et utilisées par les femmes sur les sites. Mais compte tenu du vent transportant du sable dans ces aires de lavages, il serait envisageable d'adapter un modèle à bordures surélevées.

Les fosses à ordures sont utilisées grâce au travail de sensibilisation des comités d'hygiène qui s'occupent ensuite de brûler les ordures et de les couvrir de sable faute d'installations nécessaires pour procéder à une incinération correcte ou un enfouissement. Les sites visités sont effectivement très propres.

*c. La distribution de kit AME*

La distribution des kits AME composés de 1 Bidon 20L, 2 boules de savon/pers/ménage, 1 sakan, 1 tissu hygiénique, 1 gobelet 0,5 a été très appréciée par les communautés même si selon les groupes de discussions le nombre de personnes ciblées était trop faible. On constate en effet sur les sites que certaines femmes vont chercher l'eau avec des bassines ouvertes en métal plutôt qu'avec des bidons fermés. Pour celles qui disposent de bidons, on constate que leur fond est abimé. Ceci semble s'expliquer par le fait que les bidons de 20L ou 25L sont trop lourds pour les enfants en charge de la collecte de l'eau. A défaut de pouvoir porter les bidons pleins, les enfants les tirent à même le sol abimant rapidement les bidons en plastique.

Par ailleurs, la quantité de boules de savon distribuées est jugée insuffisante lors des groupes de discussion. Cependant, lorsqu'on les interroge, 95% des participants au groupe de discussion de Amma disent avoir acheté du savon par leurs propres moyens. Cela pourrait indiquer l'effet positif des sensibilisations sur les populations supportées qui considèrent l'approvisionnement en savon (même payant) comme important pour les ménage.

*d. Les sensibilisations sur l'Eau, Hygiène et Assainissement et l'ATPC*

Les groupes de discussion affirment avoir beaucoup appris grâce aux sensibilisations sur le volet EHA et semblent apprécier cette activité et son impact sur les conditions d'hygiène et d'assainissement sur les sites. Les messages clés ressortant le plus sont : l'importance du lavage des mains et les moments clés de lavage de main, l'utilisation des latrines, le nettoyage des sites, le lavage du sein avant l'alimentation du nourrisson.




L'ATPC prévu sur le projet ne semblait pas pertinent car les sols sablonneux de la zone rendent difficile la construction de fosses sans appui matériel extérieur pour leur consolidation. De plus, l'ATPC fonctionne mieux dans les zones où il y a peu d'aide extérieure, où les gens ont quelques moyens financiers et où le temps du projet est suffisamment long.

**RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES**


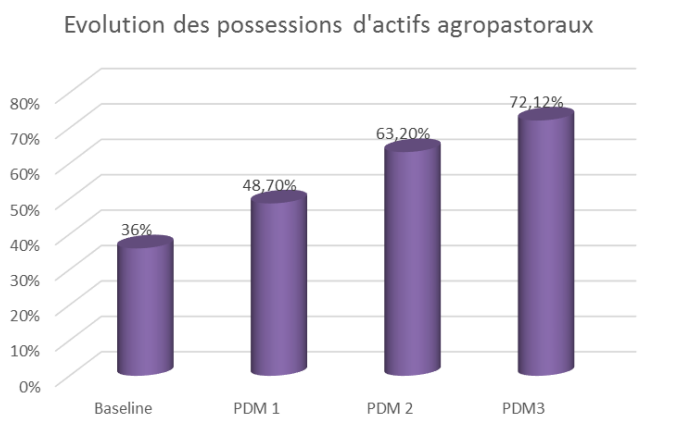
- ✓ Continuer le plaidoyer visant à adapter les normes nationales sur la conductivité après une étude sur les risques sanitaires réels encourus par les consommateurs des eaux de conductivité supérieure à la norme actuelle
- ✓ Renforcer le suivi de la qualité de l'eau dans la zone d'intervention du projet en assurant un approvisionnement continu en réactif ;
- ✓ Construire des aires de lavage plus hautes pour éviter l'ensablement
- ✓ Renforcer les sensibilisations sur la fermeture des latrines pleines
- ✓ Préférer la distribution de deux petits bidons de 10-15L aux bidons de 20-25L pour faciliter le transport par les enfants et les femmes et éviter la dégradation rapide des bidons

## B. Efficacité

L'évaluation finale s'est ensuite penchée sur l'analyse de l'efficacité du projet PARELAC en répondant à la question principale suivante : « Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ? ». De façon plus spécifique, l'évaluation s'est intéressée à l'évolution des indicateurs du cadre logique, la réalisation des activités prévues et dans les temps prévus, les raisons pour les retards ou la non-réalisations des objectifs le cas échéant.

Légende :  Cible atteinte ;  Cible partiellement atteinte ;  Cible non atteinte

### Evolution des indicateurs du cadre logique

Objectif spécifique : Améliorer la couverture des besoins et services essentiels et renforcer la résilience des populations affectées par la crise du Lac Tchad															
#	Indicateurs	Cible	RF		Commentaires										
OS1	% des ménages ciblés capables de maintenir/augmenter leur capital productif [2016]	70%	72,2% <sup>11</sup>		<p>Evolution des possessions d'actifs agropastoraux</p>  <table border="1"> <caption>Evolution des possessions d'actifs agropastoraux</caption> <thead> <tr> <th>Phase</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Baseline</td> <td>36%</td> </tr> <tr> <td>PDM 1</td> <td>48,70%</td> </tr> <tr> <td>PDM 2</td> <td>63,20%</td> </tr> <tr> <td>PDM 3</td> <td>72,12%</td> </tr> </tbody> </table>	Phase	Pourcentage	Baseline	36%	PDM 1	48,70%	PDM 2	63,20%	PDM 3	72,12%
Phase	Pourcentage														
Baseline	36%														
PDM 1	48,70%														
PDM 2	63,20%														
PDM 3	72,12%														

<sup>11</sup> Cash transfert PDM 3 Octobre 2016, CARE

OS2	Réduction de la prévalence de la malnutrition de -5ans [2016]	5 point de %	Réduction de 5,95 points de % <sup>12</sup>	✓	<p style="text-align: center;"><b>Evolution de la malnutrition</b></p> <p>3e distribution (25/09 au 06/10/2017) 99,27%</p> <p>2e distribution (22/08 au 01/09/2017) 95,80%</p> <p>1e distribution (25/07 au 06/08/2017) 93,26%</p> <p>80,00% 85,00% 90,00% 95,00% 100,00%</p> <p>■ PB&gt;=125mm (Sain) ■ 115≤PB&lt;125mm (MAM) ■ PB&lt;115mm (MAS)</p>
OS3	% de la population ciblée ayant accès à l'eau potable [2016]	80%	79,1% IC95[75,1 – 83,1] voir ci-contre	✓	100% de la population assure utiliser les PMH comme sources d'eau (entres autres) en saison sèche comme en saison des pluies 94,0% IC95[91,7 – 96,3] résident à moins de 250m d'un point d'eau 81,3 IC95[77,5 – 85,1] attendent moins de 15 minutes en général au point d'eau <sup>13</sup>
OS4	% de la population ciblée dispose de services WASH et démontre des pratiques hygiéniques adéquates [2017]	80%	65,3% Résultat multi indicateurs – voir la section commentaires <sup>14</sup>	✓	<p>La question sur la perception des bénéficiaires du projet de la couverture de leur besoins WASH basiques (KPI) n'a pas été posée lors de l'enquête CAP finale.</p> <p>100% de la population assure utiliser les PMH comme sources d'eau (entres autres) en saison sèche comme en saison des pluies 94,0% IC95[91,7 – 96,3] résident à moins de 250m d'un point d'eau 81,3 IC95[77,5 – 85,1] attendent moins de 15 minutes en général au point d'eau L'estimation de la quantité d'eau par jour par personne est de 17,3 L/j/p IC95[16,5 – 18,1] et 34,3% IC95[29,6 – 39,0] de la population disposent de plus de 20 L/j/p</p>

<sup>12</sup> Suivi MUAC pendant les distributions de cash en 2017, CARE<sup>13</sup> Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2018, ACF et CARE<sup>14</sup> Idem



					<p>53,7% IC95[48,8 – 58,6] des ménages savent que la chloration ou l'ébullition sont des méthodes de traitement de l'eau</p> <p>75,6% IC95[71,4 – 79,8] des ménages connaissent au moins 3 moments clés</p> <p>46,6% IC95[41,7 – 50,5] annoncent en plus s'être lavé les mains dans la journée ET possèdent du savon à domicile</p>																								
OS5	% de la population cible qui atteint un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable [2017]	80%	81,1% en 2016 et 73,36% en 2017 <sup>15</sup>	✓	<p><b>Evolution du SCA</b></p> <table border="1"> <caption>Evolution du SCA</caption> <thead> <tr> <th>Point de mesure</th> <th>SCA Acceptable</th> <th>SCA Limite</th> <th>SCA Faible</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Baseline Mai 2016</td> <td>31%</td> <td>~35%</td> <td>~34%</td> </tr> <tr> <td>PDM 3 Octobre 2016</td> <td>81,10%</td> <td>~15%</td> <td>~4%</td> </tr> <tr> <td>Etude baseline Mai 2017</td> <td>68,92%</td> <td>~25%</td> <td>~6%</td> </tr> <tr> <td>PDM 3 Octobre 2017</td> <td>73,36%</td> <td>~18%</td> <td>~8%</td> </tr> <tr> <td>Evaluation Avril 2018</td> <td>58%</td> <td>~22%</td> <td>~20%</td> </tr> </tbody> </table>	Point de mesure	SCA Acceptable	SCA Limite	SCA Faible	Baseline Mai 2016	31%	~35%	~34%	PDM 3 Octobre 2016	81,10%	~15%	~4%	Etude baseline Mai 2017	68,92%	~25%	~6%	PDM 3 Octobre 2017	73,36%	~18%	~8%	Evaluation Avril 2018	58%	~22%	~20%
Point de mesure	SCA Acceptable	SCA Limite	SCA Faible																										
Baseline Mai 2016	31%	~35%	~34%																										
PDM 3 Octobre 2016	81,10%	~15%	~4%																										
Etude baseline Mai 2017	68,92%	~25%	~6%																										
PDM 3 Octobre 2017	73,36%	~18%	~8%																										
Evaluation Avril 2018	58%	~22%	~20%																										
OS6	# de personnes affectées par la crise qui sont soutenues par l'intervention dans un des secteurs prioritaires de CARE (Abris, EHA, Sécurité alimentaire et nutritionnelle, Santé sexuelle et de la reproduction, Redressement précoce) [2017]	17 675	19 999 personnes (2857 ménages) <sup>16</sup>	✓																									

<sup>15</sup> Cash transfert PDM 3 Octobre 2016 & Octobre 2017, CARE

<sup>16</sup> Source : Rapport d'activité 2017, CARE

Résultat 1 : Les conditions d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations déplacées et hôtes affectées par la crise dans la région du Lac sont améliorées					
#	Indicateurs	Cible	RF		Commentaires
R1.1	Number of persons provided with sufficient and safe water for drinking, cooking and personal hygiene use [2016 & 2017]	22 000	28 500 <sup>17</sup>	✓	28500 bénéficiaires correspondant à 57 points d'eau construits/réhabilités 100% de la population assure utiliser les PMH comme sources d'eau (entres autres) en saison sèche comme en saison des pluies 94,0% IC95[91,7 – 96,3] résident à moins de 250m d'un point d'eau 81,3 IC95[77,5 – 85,1] attendent moins de 15 minutes en général au point d'eau <sup>18</sup>
R1.2	% de la population ciblée bénéficiant d'infrastructures sanitaires de base [2016]	80%	87% <sup>19</sup>	✓	Calculé sur une base de 50 utilisateurs par latrine d'urgence installée Voir le R1.5 ci-dessous pour les données finales.
R1.3	Nombre de personnes sur les sites de déplacés ciblés pour les infrastructures d'urgence et dans les centres de santé qui déclarent se laver les mains à des moments critiques, sur base d'une enquête CAP [2016]	50%	75,6% IC95[71,4 – 79,8] des ménages connaissent au moins 3 moments clés 46,6% IC95[41,7 – 50,5] annoncent en plus s'être lavé les mains dans la journée ET possèdent du savon à domicile <sup>20</sup>	✓	
R1.4	Number of persons who regularly (250 gr/person/month) receive bathing soap [2017]	7000	7700 personnes (soit 1100 ménages) <sup>21</sup>	✓	5 pièce de savon reçus (soit 5 mois) par personne



<sup>17</sup> Source : Rapport d'activité 2016 - 2017, ACF

<sup>18</sup> Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2018, ACF et CARE



<sup>19</sup> Rapport intermédiaire Aout 2017, ACF

<sup>20</sup> Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2018, ACF et CARE

<sup>21</sup> Rapport d'activité 2016 - 2017, ACF

R1.5	Number of persons per toilet/latrine with functioning hand washing facility [2017]	12 500	12 500 personnes (avec les 250 latrines construites en 2017) <sup>22</sup>		41,1% IC95[36,3 – 45,9] des ménages avouent continuer de pratiquer la défécation à l'air libre Néanmoins, 75,8% IC95[71,6 – 80,0] déclarent ne pas avoir de préoccupations par rapport aux latrines communautaires. Pour les autres, la distance est la barrière principale (17,4% IC95[13,7 – 14,1] des ménages s'en plaignent) <sup>23</sup>
R1.6	Nombre de personnes vivant dans les sites avec un système de gestion des déchets solides fonctionnels [2017]	12 500	20 000 personnes <sup>24</sup>		Calculé sur une base de 500 personnes par fosse à ordures construite (40 au total) Les observations réalisées lors de l'évaluation finale rapportent des sites exempts de déchets. 74,1% IC95[69,8 – 78,4] des ménages déclarent brûler ou enterrer leurs déchets (le reste en dispose dans la nature) <sup>25</sup>

### Résultat 2 : Au moins 6525 ménages vulnérables touchés par la crise dans la région du Lac sont soutenus dans leurs stratégies de survie à court et moyen terme

#	Indicateurs	Cible	RF		Commentaires
R2.1	% of the target population achieves Acceptable Food Consumption Score (FCS) [2016 & 2017]	80%	81,1% en 2016 et 73,36% en 2017 <sup>26</sup>		
R2.2	% of target households which are able to maintain/increase their productive assets [2016]	70%	72,2% <sup>27</sup>		
R2.3	% of care takers using appropriate feeding practices [2016]	50%	34,75%		Au Tchad, seulement 7,3% des femmes pratiquent l'allaitement exclusif selon le

<sup>22</sup> *Idem*






<sup>23</sup> Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2018, ACF et CARE

<sup>24</sup> Base de données finale du projet, Avril 2018, CARE

<sup>25</sup> *Idem*

<sup>26</sup> Cash transfert PDM 3 Octobre 2016 & Octobre 2017, CARE

<sup>27</sup> Cash transfert PDM 3 Octobre 2016, CARE

			48% diversité alimentaire des jeunes enfants 21,5% allaitement maternel exclusif <sup>28</sup>		rapport UNICEF et OMS de 2017 <sup>29</sup> . Un taux de 21,5% est donc une amélioration par rapport à la moyenne nationale.
R2.4	# de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens d'existence [2017]	17675	19 999 personnes (soit 2857 ménages) <sup>30</sup>		
R2.5	Reduction du Coping Strategy Index [2017]	50%	Le CSI est passé de 2,11 en Mai 2017 à 2,34 en Avril 2018 <sup>31</sup>		Cet indicateur n'a pas été suivi lors des PDM, or comme pour le SCA, cet indicateur devait être à un meilleur niveau après les transferts monétaires. Au stade de l'évaluation finale (pré-soudure), la cible n'est pas atteinte.
R2.6	% of 6-23 months old children in target population who receive a minimum acceptable diet (MAD) [2017]	80%	56% des enfants ont un SDA moyen ou acceptable (min 4 groupes d'aliments consommés) 62% des enfants font plus de 3 repas par jour <sup>32</sup>		Cet indicateur n'a pas été suivi lors des PDM, or comme pour le SCA, cet indicateur devait être à un meilleur niveau après les transferts monétaires. Au stade de l'évaluation finale (pré-soudure), la cible n'est que partiellement atteinte.
R2.7	# des personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base [2017]	80%	42% des ménages déclarent être capables de couvrir leurs besoins alimentaires <sup>33</sup>		La méthodologie PAM pour le calcul de cet indicateur KRI est difficile à mettre en pratique dans la collecte des données sur le terrain. CARE a opté pour un suivi de l'indicateur en déclaratif auprès des ménages. Cet indicateur n'a pas été suivi lors des PDM, or comme pour le SCA, cet indicateur devait être à un meilleur niveau après les transferts monétaires.

<sup>28</sup> Rapport d'étude socio-économique de base et CAP Wash du consortium ACF-CARE international, Mai 2017

<sup>29</sup> <http://tchadinfos.com/tchad/tchad-seulement-73-de-femmes-pratiquent-lallaitement-exclusif/>

<sup>30</sup> Rapport d'activité 2017, CARE

<sup>31</sup> Rapport d'étude socio-économique de base et CAP Wash du consortium ACF-CARE international, Mai 2017 et Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2017, ACF et CARE

<sup>32</sup> Enquête ménage, Evaluation finale, Avril 2017, ACF et CARE

<sup>33</sup> idem

Réalisation des activités prévues**Résultat 1 : Les conditions d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations déplacées et hôtes affectées par la crise dans la région du Lac sont améliorées**

Phase	Activités	Cible	RF	% de réalisation	Commentaires
2016	Réalisation de forages	10	10	100%	
2016	Réhabilitation de forages	10	17	170%	
2016	Réhabilitation/aménagement et désinfection de puits	5		0%	Activité annulée
2016	Construction de latrines / douches d'urgence	150	204	136%	208 latrines et 202 douches
2016	Construction aires de lavage	25	16	64%	
2016	Construction fosses à déchet	20	29	145%	
2016	Distribution de kits hygiène	2000	2873	144%	
2016	Distribution de savon	30000	41585	139%	
2016	Construction latrine centre santé (Wash in nut)	8	6	75%	
2016	ATPC dans les villages	5	0	0%	Activité annulée
2017	Réalisation de forages	8	22	183%	
2017	Réhabilitation de forages	12	8	313%	
2017	Construction de latrines	250	250	100%	
2017	Construction aires de lavage	5	5	100%	
2016	Réhabilitation aires de lavage	14	14	100%	
2017	Construction fosses à déchet	11	11	100%	
2017	Distribution de kits hygiène	1000	1100	110%	
2017	Distribution de savon	28000	38242	137%	
2017	Réhabilitation de latrines d'urgence	0	122	N/A	
2016 / 2017	Personnes sensibilisées sur hygiène	28327	84071	297%	278 relais communautaires
2016 / 2017	Artisans réparateurs	4	4	100%	
2016 / 2017	Mise en place et appui CGPE	39	30	77%	
2016 / 2017	Mise en place et appui CHA	39	31	79%	
2016 / 2017	Analyse de la qualité de l'eau	0	191		Rupture de l'activité pendant plusieurs mois

<b>Résultat 2 : Au moins 6525 ménages vulnérables touchés par la crise dans la région du Lac sont soutenus dans leurs stratégies de survie à court et moyen terme</b>					
Phase	Activités	Cible	RF	% de réalisation	Commentaires
2016	Activités cash for work	750	750	100%	
2016	Distribution d'intrants maraichers aux groupements	15	15	100%	450 personnes
2016	Foires compléments alimentaires bétails	500	500	100%	
2016	Distributions de cash ou coupons alimentaire	2 300	2 300	100%	2300 personnes 3 fois
2016	Suivi nutritionnel des enfants et FEFA	3	3	100%	
2017	Suivi du marché		3	N/A	Seulement 3 suivis réalisés
2017	Comité de gestions des plaintes	22	22	100%	110 membres
2017	Distributions de cash ou coupons alimentaire	2 125	2 125	100%	2125 personnes 3 fois
2017	Participants aux foires petits ruminants	400	732	183%	732 personnes
2017	Groupements de solidarités féminines	10	20	200%	450 membres
2017	Suivi nutritionnel des enfants et FEFA	1	1	100%	

#### Chronogramme de mise en œuvre effective des activités

Légende :  Prévu mais non réalisé  Réalisée quand prévu  Réalisé en retard

2016	mars	avril	mai	juin	juill	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	Explications
<b>Résultat 1 :</b>													
<b>Les conditions d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations déplacées et hôtes affectées par la crise dans la région du Lac sont améliorées</b>													
Recrutement équipe													Retard dans le lancement
Achat et réception matériaux programme													Retard logistique pour les AO
Mobilisation communautaires													
Construction/réhabilitation de forages													Retard logistique pour les AO
Formation des comités, artisans réparateurs et RC													
Aménagement et désinfection de puits													
Suivi de la qualité de l'eau													Retard dans la réception des réactifs de Paris
Construction d'ouvrages d'urgence													Retard dans la livraison des matériaux



Construction de latrines dans les centres de santé										■	■	■				
ATPC pilote dans 5 villages											■	■	■	■	■	Activité abandonnée
Promotion de l'hygiène			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Distribution de d'articles d'hygiène					■	■					■					
<b>Résultat 2 :</b>																
<b>Au moins 6525 ménages vulnérables touchés par la crise dans la région du Lac sont soutenus dans leurs stratégies de survie à court et moyen terme</b>																
Mise en place des équipes			■	■	■	■										Retard dans le lancement
Ateliers de lancement et Sensibilisation des autorités			■	■	■	■	■	■								
Ciblage et comités d'identification et des Plaintes			■	■	■											
Choix opérateurs économiques et sites de distribution			■	■			■									
Etude du marché et système de suivi des prix					■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Coordination difficile avec la SODELAC.
Distributions cash en Espèce					■	■	■	■								
Foires aux compléments aliments pour bétails					■	■										
Organisation et suivi des activités CFW					■				■	■						
Ciblage des sites maraichers et structuration des groupements.											■	■				
Distribution des intrants maraichers et suivi des groupements											■	■	■	■	■	

<b>2017</b>	mars	avril	mai	juin	juill	août	sept	oct	nov	déc	janv	fév	<b>Explications</b>	
<b>ACTIVITES</b>														
<b>Résultat 1 :</b>														
<b>Les conditions d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations déplacées et hôtes affectées par la crise dans la région du Lac sont améliorées</b>														
Recrutement équipe	■													
Mobilisation communautaires et évaluations des besoins	■	■												
Construction/réhabilitation de forages				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Formation comités, artisans réparateurs et RC		■	■	■	■									
Suivi de la qualité de l'eau	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Rupture des réactifs envoyés depuis Paris
Construction d'ouvrages d'urgence				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Distribution de d'articles d'hygiène					■	■								
Sensibilisation à l'hygiène	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	

Résultat 2 : Au moins 6525 ménages vulnérables touchés par la crise dans la région du Lac sont soutenus dans leurs stratégies de survie à court et moyen terme														
Mise en place des équipes	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Ateliers de lancement et Sensibilisation des autorités	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Ciblage et comités d'identification et des Plaintes	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Choix opérateurs économiques et sites de distribution	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Etude du marché et système de suivi des prix	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Coordination difficile avec la SODELAC.
Distributions cash en Espèce	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Léger retard mais pendant la période de soudure
Foires aux petits ruminants	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Modification appuyée par la Délégation de l'Elevage
Accompagnement et Suivi zoo sanitaire	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Organisation et suivi des groupes de solidarité	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Après les distributions cash
Identification des mamans relais lumière nutrition	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Activité réalisée conjointement avec ACF et renforcée par l'introduction de la troupe théâtrale en guise de renforcement des sensibilisations sur les bonnes pratiques nutritionnelles et préparation de la bouillie enrichie

### RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRIS

- ✓ Organiser un suivi des prix après les transferts monétaires en interne du projet ;
- ✓ Intégrer dans le questionnaire CAP une question sur l'achat de savons pour apprécier l'impact des sensibilisations ;
- ✓ Intégrer dans le questionnaire CAP la question sur la satisfaction concernant les services EAH ;
- ✓ Systématiser la prise en compte des indicateurs du cadre logique dans les outils du plan M&E ;
- ✓ Revoir avec ECHO le KRI « # des personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base » difficile à collecter en pratique dans les enquêtes de terrain

## C. Efficienne

L'évaluation finale s'est concentrée sur l'analyse de l'efficienne du projet PARELAC en répondant à la question principale suivante : « La réponse en consortium entre CARE et Action contre la Faim a-t-elle permis plus d'efficienne notamment sur les aspects financiers, de sécurité, de coordination avec les autres acteurs locaux et nationaux ». L'efficienne mesure les résultats atteints en fonction des ressources. Ceci demande généralement de comparer des approches alternatives pour atteindre le résultat pour voir si l'approche utilisée est la plus efficienne. L'évaluation finale n'a cependant pas permis de comparer des approches alternatives.

### Gains d'efficienne attribuables à l'approche en consortium

Le fonctionnement du consortium a beaucoup évolué entre l'année 1 et l'année 2 du projet vers plus de coordination et du même coup plus d'efficienne. Cette évolution est liée à l'apprentissage interne chez CARE et Action contre la faim sur l'approche en consortium et également à des changements de mentalité et de vision dans les équipes des deux organisations. Cette meilleure intégration du consortium a contribué à réduire les coûts sur certains postes de dépenses présentés ci-dessous. Il n'a cependant pas été possible dans l'évaluation de quantifier précisément les réductions de coût et gain d'efficienne.

Ainsi, au niveau de Bagasola les deux bases voisines de CARE et Action contre la faim ont mis en commun les coûts liés à l'approvisionnement en électricité. L'utilisation des générateurs des deux bases est mutualisée avec une rotation entre celui de CARE dans la journée et celui d'Action contre la faim en soirée et la nuit. Ceci contribue à réduire les coûts de carburant et d'entretien des générateurs pour les deux organisations et donc sur le projet.

Similairement, certaines descentes sur le terrain ont été organisées conjointement entre CARE et Action contre la faim limitant le nombre de véhicules mobilisés (deux véhicules au lieu de trois véhicules). C'est notamment le cas pour les activités de ciblage, certaines activités de suivi et évaluation, les activités de formation pour les comités de gestion des plaintes et les activités de sensibilisation avec les troupes théâtrales.

De plus, le fonctionnement en consortium a permis une approche harmonisée pour l'analyse du contexte sécuritaire dans la zone du projet. Les coordonnateurs terrain CARE et Action contre la faim partageaient entre eux les informations disponibles pour les trianguler suite aux rencontres avec les autorités locales, aux descentes terrain des équipes ou aux rencontres avec d'autres partenaires humanitaires. De même, le fonctionnement en consortium a permis un partage des défis et leçons apprises entre les équipes lors des réunions hebdomadaires organisées entre les chefs de projet des deux organisations.

Enfin, en Octobre 2017, un exercice de révision budgétaire commun a permis d'identifier des reliquats sur des lignes support sur le budget Action contre la faim qui ont été réaffectés sur des lignes activités du budget CARE pour un montant total d'environ 28 000€. Ce travail conjoint d'optimisation du budget commun disponible a permis d'éviter une sous-consommation budgétaire tout en augmentant significativement le nombre de bénéficiaire des foires de petits ruminants. Ceci a contribué à améliorer le ratio programme / support du projet. On peut par ailleurs noter une différence du ratio programme/support entre les deux organisations au stade du budget initial : chez CARE il est de 66% (P) pour 34% (S) et chez Action contre la faim il est de 45% (P) pour 55% (S). On peut en conclure que CARE semble plus efficienne que ACF. Le rapport financier final n'étant pas disponible au moment de l'évaluation ce ratio n'a pas pu être analysé à ce stade.

### Opportunités d'efficacité manquées sur le consortium

La coordination entre CARE et Action contre la faim s'est améliorée en cours de projet avec notamment le ciblage conjoint pour le déploiement du paquet d'activité complet sur la majorité des sites. Des réunions de coordination étaient tenues régulièrement à Bagasola réunissant les deux équipes de ACF et de CARE. Cependant, cette coordination n'a pas été poussée jusque dans la mise en œuvre et la planification des activités à part pour celles mentionnées ci-dessus (ciblage, sensibilisation troupe théâtrale, évaluation). Les activités des volets SAME et EHA s'organisaient de façon indépendante par les deux chefs de projet avec peu de descentes sur le terrain. Une meilleure coordination aurait certainement pu améliorer l'efficacité du consortium.

Cette opportunité d'efficacité manquée semble dû aux différences d'activités et de saisonnalité entre les deux volets EHA et SAME. Elle est peut-être aussi attribuable à la faiblesse de l'unité de coordination du consortium qui a été supprimée du budget dans la phase 2 du projet. Mais elle s'explique aussi par la différence de procédures et de protocoles entre les deux organisations qui n'étaient pas harmonisables pour le projet, comme certaines procédures logistiques et sécuritaires. Par exemple, pour ACF les descentes sur le terrain doivent toujours se faire à deux véhicules alors que pour CARE un seul véhicule suffit.

### Activités peu efficaces

S'il est très difficile d'évaluer l'efficacité d'une activité sans cadre de comparaison, l'évaluation peut toutefois prononcer des hypothèses sur la faible efficacité de certaines activités au regard de leur pertinence et de leur impact. Ainsi l'activité de foire aux compléments alimentaires n'était pas pertinente surtout pour la fourniture de natron, or elle a coûté au projet 17 333€. Au regard de l'évaluation menée sur seulement 26% des groupements mis en place, l'activité de groupements maraichers n'était pas très pertinente et a eu un impact limité or elle a coûté 72 542€. Ces deux activités semblent donc peu efficaces.

Par ailleurs, l'efficacité de l'utilisation de la technologie SCOPE pour les transferts monétaires semble également questionnable. Pour éviter les retards dans les distributions de cash aux bénéficiaires au moment de la période de soudure, les transferts monétaires ont été lancés alors que la technologie n'était pas entièrement disponible et fonctionnelle. Pour cette raison et suite à de nombreux autres défis<sup>34</sup>, SCOPE n'a donc été utilisé que pour 45 ménages à la 1<sup>er</sup> distribution, 159 à la 2<sup>e</sup> distribution et 257 ménages à la 3<sup>e</sup> distribution sur 2125 (soit 12% des ménages) or l'équipement pour SCOPE a coûté 30 639€. Cet investissement ne semble donc que peu efficace sur le projet PARELAC. Cependant, les équipements pourront être utilisés sur d'autres projets et amortis dans le temps.

L'installation de latrines communautaires sur les sites est aussi à remettre en question. Les problématiques habituelles dues à la faible appropriation et au nombre importants d'utilisateurs (faible maintenance et nettoyage, utilisation limitée par les femmes notamment...) ont été exacerbées un problème de démontage / vol des matériaux pour construire des hangars ou d'autres structures ou revendre les matériaux. Une faible sensibilité à l'importance des latrines sur la santé publique est à considérer, mais c'est principalement le contexte économique particulièrement difficile qui a été retenu comme facteur principal. Ces structures communes, et donc n'appartenant à personne, en ont fait les frais.

---

<sup>34</sup> Rapport de mission SCOPE, Septembre 2017, CARE

## RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRIS

- ✓ Systématiser la planification hebdomadaire conjointe entre les activités des deux volets du projet pour améliorer l'efficacité et la mutualisation des coûts
- ✓ Continuer à utiliser SCOPE pour rentabiliser l'investissement en préparant suffisamment à l'avance la technologie pour éviter les retards
- ✓ Considérer l'implantation de latrines familiales partagées sur une base volontaire en demandant une participation des familles (en travail) construite avec le maximum de matériaux locaux

### D. Impact

L'évaluation finale s'est enfin penchée sur l'analyse de l'impact du projet PARELAC en répondant à la question principale suivante : « Quels sont les effets prévus et non prévus, directs et indirects, positifs et négatifs, du projet sur les conditions de vie des populations dans la région du Lac (Impact) ? ». De façon plus spécifique, l'évaluation s'est intéressée à l'impact du projet sur les marchés et à la durabilité des infrastructures et comités de gestion mis en place. L'évaluation n'a pas pu répondre en détails à la question de l'impact du projet sur le genre et de la lutte contre le changement climatique qui nécessiterait une étude plus approfondie.

Sur tous les sites visités, les personnes interrogées déclarent que leur situation est globalement meilleure aujourd'hui par rapport au début du projet suivant leur arrivée sur les sites de déplacements. Le suivi des indicateurs de cadre logique démontre également de cette amélioration globale de la situation et de l'impact positif du projet dans la zone.

#### Volet Sécurité Alimentaire et Moyens d'existence

##### *a. Impact des transferts monétaires sur les marchés*

Les transferts monétaires ne semblent pas avoir d'impact sur la disponibilité des denrées de base sur les marchés. Comme décrit dans la section Pertinence, toutes les personnes interrogées déclarent que les commerçants au niveau des grands marchés (Kiskra, Liwa et Kiskaoua) disposent de stocks suffisants pour répondre à leurs demandes. Les moyens marché (Amma, Magui, Koudouboul) ne disposent pas toujours de toutes les denrées prisées par les ménages (par exemple les légumes) mais cela semble lié à des questions de saisonnalité et de disponibilité globale dans la zone plutôt qu'au projet.

En revanche, la majorité des personnes interrogées a constaté un impact des transferts monétaires sur le taux de change FCFA et Naira. Le Naira (₦), la monnaie du Nigéria, est la monnaie la plus utilisée dans certaines parties dans la région du Lac. Les personnes bénéficiaires du cash reçoivent le montant en FCFA (XAF) via l'opérateur Airtel mais pour pouvoir faire leurs achats au marché elles doivent ensuite le convertir en Naira. Avant les distributions, pour 5000 XAF on obtient 3000 ₦ sur le marché. Après les distributions, pour 5000 XAF on obtient, selon les sites, entre 2800 ₦ et 2500 ₦ sur le marché. Le projet semble avoir contribué à la pénétration du XAF dans cette zone du Tchad.

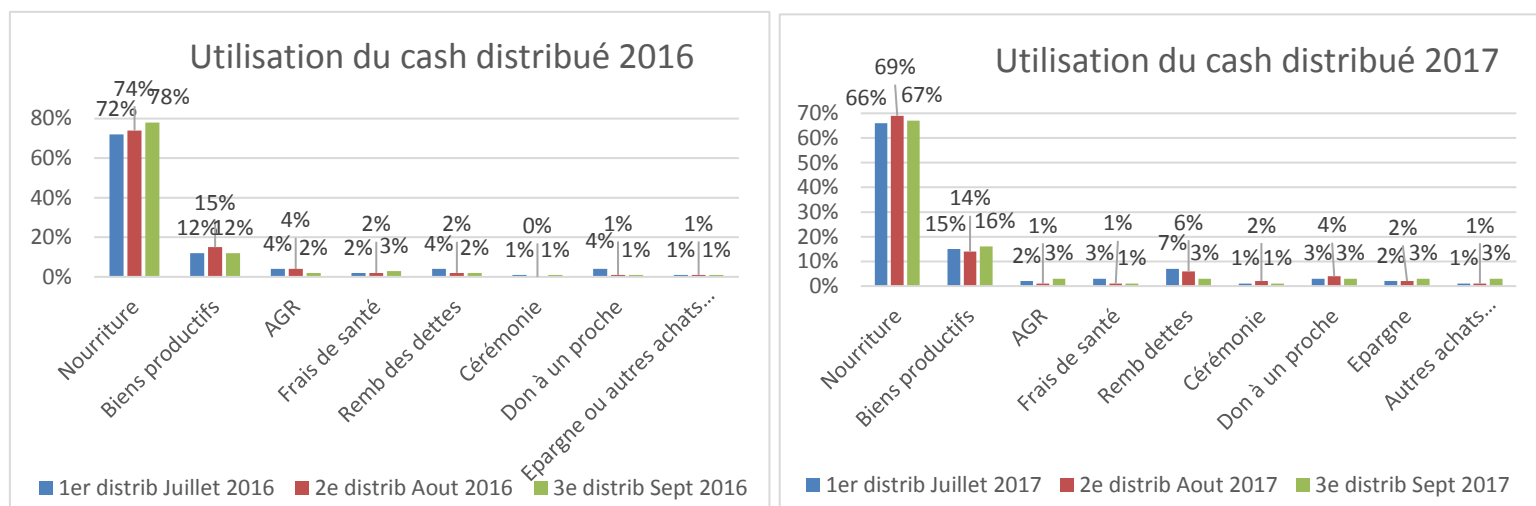
Quelques personnes déclarent avoir constaté une légère augmentation des prix dans la période suivant les distributions de cash (1 coro passant par exemple de 250₦ à 300₦) mais on ne peut se baser sur ces quelques cas pour conclure de l'augmentation des prix dû aux transferts monétaires. Une

analyse plus approfondie pendant la mise en œuvre du projet au moment des distributions est nécessaire.

Un autre impact de l'intervention en transfert monétaire dans la zone du projet est la création à Amma d'un nouveau marché sur le site. S'il est difficile de démontrer la causalité directe entre les deux, les différents informateurs clés et ménages rencontrés ont tous fait le lien. Depuis un peu plus d'un an, les commerçants des grands marchés alentours se déplacent jusqu'à Amma le vendredi avec leurs marchandises. Cela évite aux PDI de Amma de se déplacer jusqu'à Liwa, Koudouboul ou Kiskaoua respectivement à 5h, 4h et 7h de marche. La création du marché sur le site de Amma semble également participer d'une implantation durable du site de Amma.

### b. Autres impacts des transferts monétaires

Le suivi de proximité sur l'utilisation du cash réalisé par les équipes du projet sur plus de 90% des ménages bénéficiaires montre que le cash distribué est utilisé principalement pour l'achat de nourriture (condiments et légumes). Le cash reçu est également utilisé pour l'achat de biens productifs, l'investissement dans des AGR, les frais de santé, etc. (voir graphique ci-dessous). La majorité des personnes interrogées déclarent que recevoir du cash leur évite de devoir revendre 1 coro des vivres du PAM pour subvenir à leurs autres besoins.



Suivi de proximité réalisé par les équipes projet sur plus de 90% des ménages

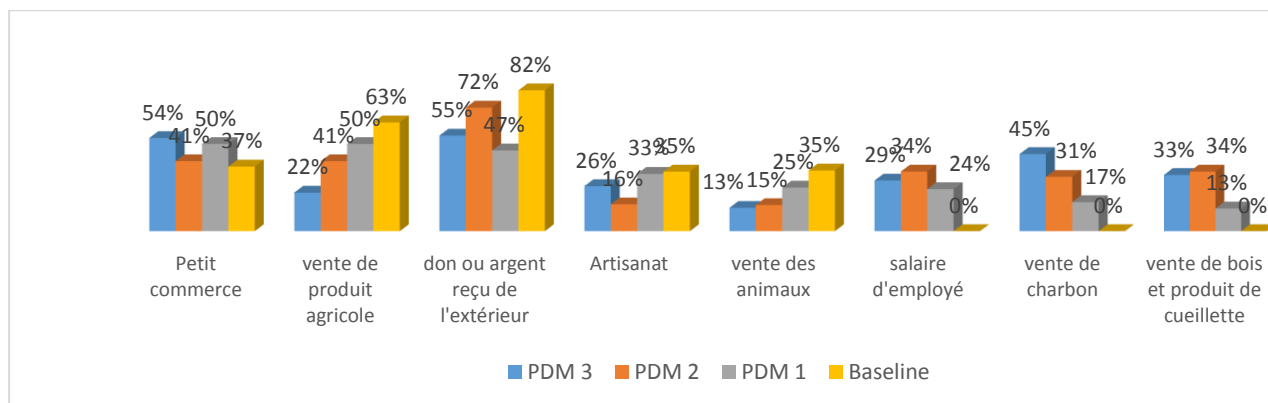
Les 7 femmes bénéficiaires du cash rencontrées en entretien individuel ont toutes affirmé **partager une partie du cash reçu avec un tiers**, soit un voisin soit un membre de la famille. Les montants varient d'une femme à l'autre (maximum 5000 XAF à chaque distribution, partagés en 3 personnes) Aucune femme ne déclare avoir dû donner de l'argent à un chef ou un membre des comités. Les transferts monétaires ont eu un impact indirect sur le pouvoir d'achat de ménages non bénéficiaires grâce aux mécanismes de solidarité intercommunautaire existants sur les sites d'intervention.

Plus de 70% des ménages enquêtés au PDM 3 sont endettés. Les dettes sont accordées par des personnes nanties de la localité. Depuis que ces derniers savent que certains ménages bénéficient du cash, ils n'hésitent pas à leur accorder des prêts. 73,95% dettes contractés en argent ne dépassent jamais les 15 000XAF<sup>35</sup>. Cependant dans 2 groupes de discussions, les transferts monétaires peuvent alors constituer un signal pour les créanciers pour forcer les bénéficiaires à rendre les montants dû.

<sup>35</sup> Rapport PDM 3, Octobre 2017, CARE

### c. Evolution des sources de revenus

L'analyse de l'évolution des sources de revenus au moment du PDM 3 en Octobre 2017 peut se révéler intéressante sur l'impact du volet SAME et les changements induits au-delà des résultats directs de l'intervention.



Evolution des sources de revenus entre la Baseline et les PDM

La vente des animaux qui était la source de revenus pour plus d'1/4 des ménages à la Baseline a baissé sur la période du projet. Les ménages ont vendu de moins en moins leurs animaux qui sont conservés comme capital productif. La conservation du capital productif peut être considéré comme un impact positif du projet. De la même manière, la réduction de la vente de produits agricoles nécessaires pour la sécurité alimentaire des ménages peut être considéré comme un impact positif du projet. Les ménages font davantage de petit commerce qu'ils ont pu initier en partie grâce au cash distribué. Les ménages ont également recours au salaire employé (journalier), à la vente de charbon et de bois. Ces deux dernières activités génératrices de revenus ont cependant un impact négatif sur l'environnement mais qui ne peut être attribué au projet.

### d. Impact et durabilité des groupements féminins

Les membres de 9 groupements féminins (sur 20) interrogés ont confirmé avoir cotisé dans la caisse depuis en moyenne 10 mois. Les cotisations sont de 100 ₺ à 400 ₺ par semaine. Les fonds ont permis d'acheter en commun des sacs de maïs (10 en moyenne) pour les stocker au niveau des sites. Ces stocks ont pu être soit partagés entre les membres pour la consommation des ménages, soit revendus avec un bénéfice partagé entre les différents membres, soit une combinaison des deux. Le bénéfice par sac est de 2000 ₺ en moyenne.

Les fonds disponibles dans la caisse ont également servi pour des urgences (accouchements, maladies ou voyages) après consultation avec l'ensemble des membres. A Amma, le groupement a même octroyé de petits prêts à des personnes extérieures au groupement pour leur permettre de s'acheter de la nourriture.

1 groupement sur les 9 a cessé les cotisations au moment de l'évaluation en raison des difficultés économiques des membres du groupement. C'est un groupement où les sacs ont été consommés plutôt que revendus. Les autres groupements continuent les cotisations même si certains ont connu de brèves ruptures des cotisations, à la suite desquelles le montant des cotisations a été baissé. En général, on constate que les groupements fonctionnant par cotisations hebdomadaires fonctionnent mieux que ceux qui cotisent mensuellement. Toutes les femmes des groupements rencontrées veulent continuer les cotisations, même sans appui de CARE en transfert monétaire.



Le fonctionnement des groupements féminins se limitent pour l'instant à un format de groupement d'intérêts économiques. Aucun prêt individuel n'a été octroyé à des membres des groupements alors que certains se lancent ou souhaiteraient se lancer dans des activités de petits commerces (achat et revente de piment, gombo, ...). De plus, il n'y a aucune diversification sur l'activité génératrice de revenus choisie (achat et revente de maïs).

Par ailleurs, les réunions hebdomadaires ou mensuelles des groupements permettent aux femmes de créer des espaces de parole et de partage qu'elles apprécient fortement.

*« Le jour des retrouvailles pour les cotisations on reste ensemble à discuter du matin jusqu'au soir. Ça nous fait vraiment du bien ! » Membre du groupement Mangolo à Magui*

Dans le village de Dibina, les hommes se disent fiers de leurs femmes membres de groupement. Un groupement s'est mis en place spontanément en reproduisant le modèle introduit par CARE. A Alkoufa, les jeunes hommes souhaitent en créer un également pour les aider à lancer des activités de petits commerces, séparément de celui des femmes.

#### *e. Impact et durabilité des groupements maraichers*

La zone de l'évaluation comprenait 6 des 15 groupements mis en place sur le projet. 4 groupements ont été visités pendant l'évaluation à Digou 1, Digou 2 et Diamerom (2). Aucun des 4 groupements ne semble durable.

A Digou 1, les membres du groupement affirment avoir eu une récolte maraichère pour l'oignon (12 sacs), le blé (1 sac), la carotte (1 sac) et le gombo (1sac) mais rien en pomme de terre, manioc, tomate, ni piment. La récolte a été consommée ou vendue mais les membres du groupement n'ont pas les moyens pour financer à nouveau leurs activités de maraichage l'année prochaine. Le groupement de 33 personnes n'a plus que 13 membres actifs. Ils ont tout de même pu acheter par leurs propres moyens environ 66L d'essence pour cette année mais qui ne suffira pas pour arroser jusqu'à la maturation des plants. Il faut noter cependant qu'un autre champ maraicher a été installé avec un autre appui de l'autre côté du site. Les membres du groupement attendent de voir si la récolte y est meilleure pour y réimplanter leurs activités de maraichage.

A Diamerom les deux sites maraichers sont abandonnés car le sol fortement chargé en natron n'a pas donné une bonne récolte. Il faut néanmoins noter qu'un chef de ménage, externe au groupement, a installé un champ maraicher à l'est du site de Diamerom alimenté en eau par un puit traditionnel. La surface est limitée mais les rendements semblent très bons et variés. Les groupements maraichers existants pensent à s'installer également de ce côté.

L'impact limité de cette activité est imputable tout d'abord au manque d'analyse préalable réalisée par le projet sur la qualité des sols avant de déterminer l'implantation des sites laissé aux choix des bénéficiaires, de l'ANADER et des autorités. Le manque d'accès à l'eau est un autre facteur limitant l'impact durable de cette activité malgré la mise à disposition des moyens d'exhaure l'eau (motopompe et carburant). Une fois que les stocks de carburant distribué sont terminés les groupements ne peuvent pas continuer à arroser leurs champs. Une alternative durable mais coûteuse pourrait être le photovoltaïque. Enfin, la notion de groupement semble mal maîtrisée par les membres. La stratégie du projet quant à l'organisation, le fonctionnement et les cotisations mutualisées mériterait d'être revue et renforcée.

### Volet Eau, Hygiène et Assainissement

#### *a. Impact et Durabilité des forages et CGPE*

L'évolution des indicateurs du cadre logique présente clairement l'impact positif des réalisations et réhabilitations des forages sur l'accès à l'eau potable pour les populations ciblées. A Digou et à Amma, les groupes de discussion insistent sur la pertinence des forages qui ont permis selon eux de réduire le nombre de décès chez les jeunes enfants qui consommaient auparavant de l'eau de boisson de mauvaise qualité.

Il faut toutefois noter que sur certains sites, l'appréciation par la population de la qualité de l'eau varie d'un forage à l'autre. Certains forages étant complètement délaissés par la population en raison de l'odeur, de la couleur ou du goût de l'eau. A Digou 1, par exemple, un seul forage sur les 5 du site est majoritairement utilisé créant jusqu'à 3h d'attente. A Magui, en saison chaude (Avril/Mai), l'eau des forages change de goût. Dans les villages hôtes, comme Dibina, l'installation d'un nouveau forage a généré un afflux quotidien depuis les villages alentours qui viennent s'y alimenter en eau rallongeant les files d'attente. Ce problème de mauvais paramètres organoleptiques est étendu à toute la région du Lac. Néanmoins, le recours systématique à des études géophysiques préalables a permis de l'atténuer en sélectionnant seulement les zones les plus prometteuses pour les forages.

Les comités de gestion des points d'eau (CGPE) rencontrés (ou « comité tuyau ») semblent tous fonctionnels et pratiquent l'entretien et le nettoyage du point d'eau, l'organisation de file d'attente pendant les afflux et la collecte d'une cotisation mensuelle pour payer les réparations. La taille des CGPE ne semble pas proportionnelle au nombre de forages couverts ce qui peut avoir un impact négatif sur la qualité de leur travail et leur capacité de cotisation. La cotisation moyenne est entre 50~~000~~ et 100~~000~~ par ménage par mois. Le taux de cotisation varie selon les sites. On constate que dans les petits sites, il approche les 100% de ménages qui cotisent alors que pour les CGPE couvrant des sites plus vastes regroupant des communautés diverses le taux de cotisations est plus faible. Certains ménages ne cotisent pas en raison d'un manque de moyens financiers mais les membres CGPE reconnaissent que certains ne cotisent pas alors qu'ils en ont les moyens. A Dibina, village hôte, aucune cotisation n'est demandée pour les villages alentours utilisant le forage du village.

Les CGPE rencontrés ont tous réparé au moins une panne sur leurs forages dans les 12 derniers mois qu'ils ont pu payer grâce aux cotisations en sollicitant des artisans réparateurs. A Dibina, cependant, le montant nécessaire pour réparer le forage non fonctionnel s'élève à 100 000 XAF, montant trop important pour l'instant pour le couvrir avec la caisse du CGPE mais les cotisations continuent.

Les membres de comités (femmes et hommes) sont motivés et actifs dans leurs tâches. A noter cependant que leurs fonctions les empêchent d'aller aux champs forçant les maris ou les femmes à assumer seuls les travaux maraichers.

#### *b. Impact et Durabilité des latrines*

Les latrines réalisées n'étaient pas prévues pour être pas durables car fabriquées en bâche sur un modèle d'urgence. L'observation sur site révèlent que les bâches sont déchirées pour environ 1/3 des latrines. Dans certains sites, les communautés ont remplacé les bâches abimées par des matériaux locaux (« Kai ») pour continuer à utiliser les latrines. L'utilisation des latrines semblent avoir été intégrée dans les pratiques des PDI malgré les réticences au début du projet. En revanche, l'observation sur les sites a révélé que les PDI n'ont pas construits eux même de nouvelles latrines ni de nouvelles fosses pour déplacer les latrines pleines. Les sensibilisations ont pourtant expliqué les étapes pour fermer une fosse pleine et reconstruire une autre fosse en déplaçant la superstructure mais aucune personne rencontrée lors de l'évaluation n'a déclaré avoir mis ces informations en pratique. Les dispositifs de lavage de main installés à côté des latrines (phase 2016) ne sont plus en utilisation dans la majorité des sites visités. Le souci majeur était apparemment de savoir qui avait la responsabilité de les remplir. Les seaux restaient vides et ont pu être récupérés par certains ménages. Les personnes interrogées se lavent plutôt les mains au niveau de leur ménage.

*c. Impact des sensibilisations à l'hygiène et Durabilité des Comités d'Hygiène et d'Assainissement*

Lors des groupes de discussion organisé avec les PDI (hommes et femmes), les messages clés des sensibilisations hygiène et assainissement ressortent clairement et semblent avoir été intégré par les communautés. Les sites sont propres et les fosses à ordures visitées sont utilisés. Les CHA sont en charge d'organiser les nettoyages hebdomadaires sur les sites avec la participation de l'ensemble des ménages et semblent tous motivés pour poursuivre dans leurs rôles. Cependant, certains outils distribués aux comités sur le projet semblent déjà cassés et hors d'usage. Les CHA, contrairement au CGPE, ne font pas de cotisation pour leur permettre de remplacer les outils.

Lors des descentes sur le terrain, les équipes du projet semblent paradoxalement peu sensibilisées à leur propre impact environnemental et laissent des déchets sur les sites.

Voir le fichier d'analyse des résultats de l'enquête CAP pour le détail de la mesure de l'impact des sensibilisations.

Autres impacts

*a. Comité de gestions de plaintes et redevabilité*

CARE et Action contre la faim ont organisé conjointement la mise en place et les formations pour les comités de gestion des plaintes. Malgré les efforts des équipes, les mécanismes de remontée des feedbacks depuis les communautés semblent assez peu opérationnels. A Amma, par exemple, lors d'un entretien une femme a soulevé que l'organisation de la distribution était « trop serrée avec beaucoup de monde » et le temps d'attente trop important. Elle n'avait fait part de ce feedback à personne auparavant. Ce constat ressort également de l'exercice de Revue de la Redevabilité réalisé par CARE dans la région du Lac. Le scoring communautaire des focus groupes (hommes et femmes) révélait alors que les mécanismes de plaintes et de feedbacks constituent l'un des maillons faibles des mécanismes de redevabilité envers les bénéficiaires dans tous les villages visités. Les communautés déclaraient unanimement qu'en cas de plaintes et ou des feedbacks pour CARE, ils ne savaient pas comment le faire et qui contacter. Par ailleurs, les mécanismes de plaintes existants ne prennent pas souvent en compte les aspects liés aux codes de conduites, les fraudes et les risques d'abus/exploitations sexuels sur les bénéficiaires.<sup>36</sup>

*b. Concentration sur les sites, installation durable et dépendance humanitaire*

Le projet semble participer, avec l'ensemble des interventions humanitaires dans la région du Lac, à l'installation durable des PDI sur les sites créés depuis 3 ans ou au sein de villages hôtes. La majorité des personnes interrogées affirme ne pas vouloir retourner s'installer dans les îles même si la situation sécuritaire s'améliore. Ils estiment être retournés sur les « terres de leurs ancêtres ». Les hommes déclarent qu'ils continueront plutôt à fonctionner par mouvements pendulaires vers les îles pendant les périodes agricoles clés.

Par ailleurs, l'appui humanitaire semble se concentrer sur les grands sites de PDI et cette tendance s'accroît avec la réduction des financements disponibles pour certaines organisations. Cela peut provoquer une tendance à la concentration des déplacés dans ces sites principaux sites. Le rapport REACH alerte que « cette tendance à la concentration des déplacés dans les principaux sites des sous-préfectures de Liwa, Daboua (département de Foulï), Bagasola et Ngouboua (département de Kaya) comporte des risques de dépendance accrue à l'aide humanitaire et de clivage communautaire. [...] Plus les sites grossissent et plus la pression sur les terres cultivables et les ressources est grande. »<sup>37</sup>

<sup>36</sup> Revue de redevabilité de la réponse humanitaire dans la région du Lac Tchad, Mars 2018, CARE

<sup>37</sup> Evaluation multisectorielle dans la région du Lac Tchad, REACH, Novembre 2017

### RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRIS

- ✓ Suivre dans les PDM l'évolution des postes de dépenses globales du ménage plutôt que l'utilisation du montant cash distribué
- ✓ Envisager la possibilité de faire les transferts en Naira pour éviter les pertes de change
- ✓ Faire un suivi des taux d'endettement de ménage
- ✓ Améliorer le suivi des groupements VSLA, préférer les cotisations hebdomadaires et inciter les prêts individuels pour développer les AG diversifiées
- ✓ Envisager un appui aux groupements maraichers durables pour exhaure l'eau (photovoltaïque)
- ✓ Inclure les groupements maraichers dans des projets de minimum 24 mois ou de 12 mois s'ils finissent au moins 3 mois après la période de récolte maraichère
- ✓ Revoir l'approche et le fonctionnement des groupements maraichers en impliquant les communautés pour garantir leur durabilité
- ✓ Adapter la taille ou le nombre de CGPE à la taille des sites pour améliorer le taux de cotisation
- ✓ Sensibiliser pour la gestion des latrines pleines et la reconstruction de nouvelles fosses
- ✓ Passage à un modèle de latrine familiale partagée
- ✓ Adapter les dispositifs de lavage de mains au contexte (bassine et bouilloire plastique au niveau des ménages)
- ✓ Utiliser d'une partie des cotisations au CGPE pour le remplacement des outils des CHA
- ✓ Améliorer les mécanismes de redevabilité en particulier pour faire remonter des feedbacks ou des plaintes des communautés
- ✓ Sensibiliser les équipes pour limiter la pollution des sites lors des descentes terrain